

**GUERROYEZ**

**EN**

**PAIX**

**EXIGEZ le Made in France  
le N°2  
mondial**

**Promos Monstres  
avant  
Inventaire  
2017**

**CREUSE  
CITRON**



*Jabon*

2.



## Solidarité avec les migrants LA JONCHÈRE-SAINT-AURICE, AVEC LE RADEAU ACTIF



Mardi 1<sup>er</sup> novembre, soirée festive : buffet et feu extérieur... Les réfugiés ont pu rencontrer des habitants en toute convivialité et partager ce moment.

47 HOMMES venant de la jungle de Calais sont arrivés le 28 octobre au centre de vacances de la SNCF. Il s'agit d'un CAO (Centre d'accueil et d'orientation) géré par l'entreprise ADOMA. Deux travailleuses sociales les accompagnent du lundi au vendredi dans leurs démarches sociales et un gardien est présent la nuit et le week-end.

La Banque alimentaire intervient pour leur fournir des aliments qu'ils cuisinent ensuite ensemble dans les locaux qui sont équipés en matériels de cuisine. Le Secours populaire est présent au CAO tous les mercredis et vendredis (on peut y apporter des vêtements, ou les remettre au Radeau actif).

Le principal soutien que le Radeau peut apporter aux réfugiés accueillis à Saint-Léger-la-Montagne, c'est l'apprentissage du français. Nous recueillons toutes les propositions en ce sens : aptitudes (FLE, expérience, compétences en pédagogie, etc.), bonnes volontés, disponibilités (idéalement en semaine) afin d'établir un planning qui serait mis en place à partir du mois de novembre.

Le Café associatif est ouvert à ses adhérents tous les vendredis de 20 heures à 1 heure du matin.

Adhésion à prix libre. e.mail [le.radeau.actif@gmail.com](mailto:le.radeau.actif@gmail.com) • programme en ligne sur <http://leradeauactif.jimdo.com>

Le Radeau actif, 3, rue de la Mairie, 87340 La Jonchère-Saint-Maurice - Tél. 06 24 77 02 28 ou 06 21 24 90 37

## Bussière-Boffy : la mare

### *Mar(r)e du Maire!*

***Une mésaventure du maire de Bussière-Boffy, qui n'est pas très copain avec les droits fondamentaux, non plus qu'avec le droit de l'environnement.***

CETTE HISTOIRE redémarre au printemps lorsque le cantonnier tenter de vider sa benne dans une mare, ancien bien de section (appartenant aux habitants du hameau), récupérée par la commune en 2007 sur arrêté préfectoral.

Un bien commun soudain devenu bien privé de la commune; deux mares à proximité du hameau, un petit bois et un étang en contrebas avec un peu de terrain autour. En 2007, les habitants du hameau n'ont rien vu venir, mais en 2009 lorsqu'ils apprennent que le nouveau maire a fait voter une délibération pour vendre ce bien privé de la commune au 1<sup>er</sup> adjoint, un courrier au sous-préfet a suffi pour stopper la vente. Bien sûr, ce gros malin de 1<sup>er</sup> adjoint avait participé au vote et depuis rien ne semblait très clair ni très abouti dans le transfert de cette propriété collective ancestrale au bien privé de la commune.

À diverses reprises, depuis, le cantonnier était venu benner du remblai dans ces mares, suscitant à chaque fois une vague de protestation du voisinage proche. Ce prin-

temps, sa manœuvre est repérée et immédiatement, il y est fait obstruction. Le cantonnier s'énerve sur le moment jusqu'à menacer un habitant d'un coup de pelle, puis revient avec le maire qui appelle les gendarmes; ceux-ci constatent que le dépôt de remblais récemment effectué contient des blocs de goudron, et se limitent à tempérer le conflit...

Une première barricade de palettes est érigée pour empêcher de nouveaux déchargements dans la mare, mais le cantonnier, passant à l'improvisiste, embarque toutes les palettes dans sa benne. Une deuxième barricade est aussitôt mise en place plus solide pour éviter un démontage rapide et parallèlement les habitants sollicitent l'Onema (la police des milieux aquatiques), l'association Sources et rivières du Limousin et le Groupe mammalogique et herpétologique limousin (protection des batraciens et amphibiens). Un apéro «Info-solidarité» est organisé pour le samedi suivant.

Bientôt la nouvelle tombe: des œufs de rainette arboricole ont été observés sur la mare, or il s'agit d'une espèce protégée par une directive européenne: interdiction absolue de détruire son habitat!

Le maire aura beau amener la sous-préfète sur les lieux, celle-ci informée par les habitants d'un rapport en cours de rédaction par les organismes sollicités, souhaite en avoir communication avant de prendre position. Le maire est mal tombé ce jour-là, apostrophé par les habitants devant la sous-

préfète, il couine, peste et s'embrouille, le roi n'est pas son cousin et il repart bredouille.

Il adresse alors une convocation en mairie à deux opposants notoires, soucieux peut-être de rétablir dans les formes un minimum d'information concernant sa gestion des milieux naturels (convention d'Aarhus) mais, à son grand dam, ce sont leurs compagnes qui se présentent au rendez-vous, ce sont elles les propriétaires et leur venue décontenance l'édile patriarcal. Elles obtiennent ce jour-là copie d'un échange avec la DDT de 2014 (lors de l'élaboration du Plan local d'urbanisme) où le maire obtient un accord circonstancié d'un responsable pour reboucher des «marigots», recevant les eaux usées des habitations alentour! Or il ne s'agit pas d'eaux usées mais bien de sources et d'eau de ruissellement et la tromperie du maire apparaît là encore une fois, dans son désir de toute-puissance.

Il ne recule devant rien.

Après la mauvaise aventure des yourtes qui a fait une si mauvaise publicité au village, le maire aujourd'hui en a «mare», on pourrait même croire que bientôt il touche le fond!

Au-delà de cette escarmouche bien plaisante, la survivance et la préservation des biens communs est une question passionnante qui mérite la motivation d'action de résistance partout où cela est nécessaire.

DES HABITANTS

# Around du 11 novembre à Gentioux

Texte élaboré par *Creuse-Citron* et lu à cette occasion



Nous ne ferons pas un long discours, mais nous affirmerons quelques idées force qui nous tiennent à cœur.

L'État est en guerre à l'extérieur du pays, d'urgence et policier, il est aussi en guerre à l'intérieur.

Depuis toujours militaires et bétonneurs sont mariés : détruis-moi ce pays, je le reconstruirai ! Et aujourd'hui le petit cochon qui nous dirige est carrément devenu le VRP de cette ordure de Dassault. Les socialistes au pouvoir, comme toujours, sont les exécuteurs des basses œuvres des capitalistes. Ils sont en train de réussir à transformer l'hypothétique état de droit en très réel état d'urgence, l'exception en norme.

Jusque dans les établissements scolaires où on assiste à la mise en place, dans une optique sécuritaire et patriotique, de « cadets de la sécurité civile ». Et pourquoi pas bientôt des milices d'élèves vigilants pour faire la police dans l'école ? À la rentrée scolaire, les enseignants devaient interdire aux parents de rentrer dans l'école et contrôler l'identité des enfants. Ce qu'ils doivent enseigner, maintenant, c'est la culture de la sécurité !

Tous, ici, condamnant avec force cette dérive militaro-policrière étatique. Certains s'adressent à l'État pour exiger la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple. Nous pouvons le comprendre eu égard à notre soutien indéfectible à tous les déserteurs et insoumis à la connerie militaire alors que l'État n'a de cesse de leur jeter la honte et l'opprobre. Rémi Fraisse, lui aussi a été fusillé pour l'exemple. Exigera-t-on aussi sa réhabilitation ?

Nous sommes ici devant un monument aux morts non officiel puisqu'il n'a jamais été inauguré car il ne se réfère ni à la patrie

ni à la France, et pourtant il faut que nous ayons la bénédiction de la flicaille qu'elle soit officielle ou autoproclamée pour pouvoir faire un pauvre discours.

Les discours c'est bien beau, et, une fois par an, c'est déjà beaucoup. Il est vrai que nous n'avons guère d'autres moyens pour nous opposer aux guerres néo-coloniales que mène, encore et toujours, l'État français.

Mais face à la guerre que poursuit ce même État contre toutes les oppositions intérieures à sa politique ultra-capitaliste et mortifère, là, nous pouvons et nous devons agir.

Qu'il s'agisse de Notre-Dame-des-Landes ou de tous les autres grands projets nuisibles : autoroutes, lignes à grande vitesse, pseudo fermes-usines, parcs solaires ou éoliens, ouvertures de mines, nous n'avons rien à demander à l'État non plus, mais nous devons nous opposer frontalement à lui.

Antimilitaristes nous sommes, mais zadistes également pour construire des alternatives concrètes qui abolissent les notions de hiérarchie, d'autorité, de représentativité et de soumission à des lois que nous ne reconnaissons pas.

C'est, aujourd'hui, la meilleure façon de mettre la crosse en l'air.

Ni Dieu, ni maître, ni État, ni patrie !

## Divergences

Suite à la publication dans le n° 49 de *Creuse-Citron* d'un article intitulé « 11 novembre à Gentioux : un rendez-vous qu'il faut continuer à honorer », la Libre Pensée creusoise s'est sentie mise en cause et nous a fait parvenir le message suivant : *Nous vous faisons parvenir en pièce jointe un texte adopté lors de notre congrès national de Bourg-lès-Valence, fin août, concernant le rassemblement de Gentioux. Ce rassemblement vous a amenés à publier des articles dans lesquels nous étions cités d'une façon plus ou moins amicale, ce qui ne permet pas à vos lecteurs, à notre avis, de se faire une juste opinion de la Libre Pensée. Nous pensons que nous sommes en droit de les informer à travers votre publication en vous demandant de publier le texte joint.*

Il se trouve que dans l'article en question seul le Clammg (Comité laïque des amis du monument aux morts de Gentioux) était mis en cause. Si la LP se sent attaquée quand le Clammg l'est, c'est qu'il règne une certaine confusion, voire un certain lien de subordination de l'un à l'autre. Que le Clammg s'exprime s'il se sent agressé, nous ne publierons pas le texte du congrès de la LP qui n'a pas de raison d'être ici.

### Sur le même sujet voici le courrier d'un lecteur

J'ai lu hier dans le dernier *Creuse-Citron* l'article sur le rendez-vous annuel du 11 novembre à Gentioux.

Effectivement je n'y suis pas allé l'année dernière, suite aux événements qui se sont passés en 2014, et je continue à me poser la question de ma participation. Je suis ressorti de cette édition du rassemblement du 11 novembre avec le sentiment d'avoir été dépossédé de ma liberté d'expression et que finalement c'était comme si les organisateurs de l'événement et les participants qui affichent nombre de drapeaux et banderoles s'ap-

roprient l'événement et ne laisse que peu de place au citoyen Lambda qui, sincèrement, pense effectivement « ni Dieu, ni Maître et Maudite soit la Guerre ». Les drapeaux et banderoles me rappelle trop les icônes d'État qui ne servent qu'à concourir à des états de guerres politiques, économiques, religieux, sportifs.

Je trouve que l'image du monument aux morts, tel qu'il est, avec le rassemblement des personnes et à part le discours officiel, les phrases prononcées avec des vrais morceaux d'intelligence et de cœur, de paix humaine dedans, devraient suffire à imager cet événement et laisserait la place à cette liberté d'expression auquel nous avons droit.

Je préfère les mots aux drapeaux.

Du coup, ni drapeaux, ni invectives, ni cris, ni sifflements hostiles et juste la « Libre Pensée » qui collabore avec « les forces de l'ordre ».

Donc, que je participe ou non, cet événement est phagocyté par la Libre Pensée pour moins de liberté d'expression et c'est une violence qui s'oppose à mon envie de non violence.

C'est, en quelque sorte, la loi du plus fort qui s'exerce. Est-ce que je peux pacifiquement récupérer la liberté d'expression simplement en continuant de participer à cet événement tel quel ?

Telle est la sincère question que je me pose !

C.



## Démo-cratie locale ou démo-crazy globale ?

*Nous avons souvent chanté, dans nos colonnes, les louanges de Michel Moine, maire d'Aubusson et président de la communauté de commune Creuse-Grand-Sud, esprit éclairé et désintéressé s'il en est. Pris, l'année dernière, la main dans le pot de confiture en dilapidant 50 000 € sur le budget de la com-com, sans qu'elle soit au courant, pour enchanter nos oreilles avec un concert de Patrick Sébastien. Le voici, ces temps-ci, plongé dans la confiture jusqu'au cou pour avoir creusé un trou de plusieurs millions d'euros dans le budget de la com-com sans hésiter à avoir recours à de fausses délibérations.*

L'AFFAIRE A ÉCLATÉ le 19 septembre, quand Michel Moine a démissionné de la présidence de la com-com sous prétexte de l'échec de sa fusion avec la Ciate et la com-com de Bourgneuf-Royère. Assez clairvoyantes, ces deux com-com avaient senti l'air de faillite qui planait sur Aubusson et n'ont pas voulu en partager la dette.

Moine parti, il n'a pas fallu longtemps pour que les détails de cette situation financière catastrophique soient mis au grand jour. Cela pose quand même un grave problème de transparence et donc de démocratie locale. Apparemment, Moine tirait les ficelles tout seul, sans qu'aucune information ne circule, les instances de contrôle extérieures, la préfecture et la chambre régionale des comptes auraient effectué de timides mises en garde sur cette dérive financière que personne n'aurait vu arriver.

Si la Ciate et Bourgneuf-Royère étaient assez au courant pour ne pas se laisser piéger, comment se fait-il qu'aucun élu

communautaire, et particulièrement les vice-présidents, n'aient rien vu venir ? Certains avaient pourtant été gravement échaudés, en 2014, lors de la fusion de la com-com du plateau de Gentioux avec celle de Felletin-Aubusson, en particulier par une augmentation drastique des impôts locaux. Pour ne pas déclencher de polémiques stériles, nous plaiderons la naïveté d'élus de petites communes aux prises avec l'obscurité bureaucratique d'une nouvelle structure.

### Vive la démocratie locale

Et c'est bien là que le bât blesse, les com-com en milieu rural conjuguent deux handicaps majeurs : être le fruit de l'idéologie du toujours plus grand et être des structures non élues par la population. Nous n'engagerons pas ici un débat sur la démocratie directe versus la démocratie participative, nous resterons dans la logique du système représentatif tel qu'il fonctionne et dont les contradictions sont déjà assez remarquables.

En effet, aucun élu communautaire ne tire sa légitimité d'un scrutin populaire. La population est cantonnée à l'élection des conseils municipaux qui désignent ensuite eux-mêmes, sans aucun contrôle, le ou les représentants de chaque commune au conseil communautaire.

Dans les petites communes rurales, rares sont les programmes électoraux qui vont plus loin qu'une réfection de la salle des fêtes ou un agrandissement du cimetière, et quels candidats ont mis en avant des projets communautaires ? Aucun, et c'est logique puisque l'instance de décisions, le conseil communautaire, ne sera pas issu de l'élection en question mais sera le fruit de tractations post-électorales. Et cela est doublement logique puisque la majorité des compétences communales ont été transférées à la com-

com avec les budgets correspondants. En bref, la population élit des gens qui n'ont pratiquement plus de responsabilités à assumer ni de décisions à prendre.

Si on ajoute à cela que les dernières élections départementales ont eu lieu avant que la loi définisse les compétences attribuées aux conseillers départementaux, on voit que les électeurs ont aussi élu des gens sans savoir ce qu'ils pouvaient faire !

L'autre handicap des com-com est d'être des rouages d'un système fondé sur le toujours plus grand, toujours plus puissant censé être dicté par la logique de la mondialisation des échanges. Plus une com-com regroupe d'habitants, plus elle bénéficiera de dotations financières importantes lui permettant de mieux se développer, paraît-il.

Mais écoutons le bilan que tire Catherine Moulin, maire de Faux-La-Montagne, de la création de Creuse-Grand-Sud : « Au bout de deux ans, on observe une baisse des dotations, plus de contraintes, moins de liberté d'action, plus de lourdeurs, le tout dans un contexte économique qui se dégrade... Cette croyance du toujours plus gros, plus fort, plus compétitif, au nom des économies d'échelle, des enjeux internationaux, du global et du mondial, n'est qu'une vaste supercherie. L'enjeu derrière cette doctrine officielle, est bien évidemment d'une tout autre nature. Le but est d'éloigner les habitants des lieux de décision, de les empêcher de prendre en mains leur devenir, de rendre impossible tout débat qui permet de construire ensemble, de s'interroger sur les projets que nous voulons voir éclore, d'exprimer les valeurs que nous souhaitons transmettre... » (cité dans *IPNS*, n° 55).

### Ici les habitants Des habitants parlent aux habitants

Pour comprendre plus en détail tout ce patagès sud-creusois, lisez cette feuille d'infos. Un deux pages très documenté dont une dizaine de numéros sont déjà sortis.

Elle a été lancée lors d'une réunion d'habitants du plateau, le 26 octobre, suite à la fête de la Montagne limousine à La Nouaille. Outre des textes et interviews y sont annoncées, ces réunions des habitants, en différents lieux, ainsi que les réunions du conseil communautaire, qui, rappelons-le, sont publiques.

À demander par mail à [icileshabitants@ilico.org](mailto:icileshabitants@ilico.org) et sur [facedebouc.com](http://facedebouc.com).





Heureusement, pendant ces deux ans, la ville d'Aubusson a pu, aux frais de la princesse com-com, inaugurer sa piscine, pardon son centre aqua-récréatif, qui est certainement utilisé journalièrement par les habitants de Faux (3/4 h à 1 h de route selon les saisons).

Avec une telle déresponsabilisation des élus, qui s'étonnera que de grosses embrouilles financières voient le jour, et que les grosses communes tirent la couverture à elles ?

### On rase gratis

Suite à la démission du moine, il fallait élire un nouveau président et un nouveau bureau, *Ici les habitants* (voir encadré) a adressé aux 48 élus communautaires, le 4 octobre, un questionnaire pour connaître leurs intentions. À ce jour, moins de dix ont répondu !

Le 5 octobre, de nouveaux président et bureau ont été élus, et maintenant la situation est sous contrôle. Rien ne sera plus comme avant et la plus grande transparence règnera : le PS a repris les choses en mains : Jean-luc Dentslongues à la présidence, Baudruche Pallier à l'économie et au tourisme et autres flèches brisées. Nous comptons en particulier sur M<sup>me</sup> Simoneau, la maire de Gentioux, bien connue par nos lecteurs suite aux multiples manœuvres de harcèlement qu'elle fait subir aux néo-ruraux. C'est sûrement son ouverture d'esprit qui lui a valu d'être élue vice-présidente chargée de la démocratie participative ! Dans cet esprit elle vient d'ailleurs de proposer la fusion de sa commune avec celle de Royère sans en discuter avec le conseil municipal ni vouloir consulter ses administrés.

### À nous la parole

Entre tragédie et vaudeville, le dernier échelon local, où la démocratie pouvait encore essayer de se nicher, éclate sous nos yeux. Il est temps de reprendre les choses en mains, y compris pour les autres com-com du département où, si aucun scandale n'a éclaté, les problèmes sont les mêmes.

Une initiative, comme celle de ces réunions régulières d'habitants qui ont lieu dans le sud de la Creuse qui permettent d'affirmer un regard vigilant sur ce qui se passe au conseil communautaire et qui ont donné lieu à la publication de *Ici les habitants*, est un premier pas vers une réappropriation de la politique locale par les premiers concernés, les habitants eux-mêmes.

PATRICK FAURE

## La com-com en deux mots

La communauté de communes Creuse Grand Sud (CGS) est née le 1<sup>er</sup> janvier 2014 suite à la loi de réforme des collectivités territoriales. Le nouvel espace intercommunal regroupe : les anciennes communauté de communes d'Aubusson-Felletin, créée en décembre 2000, et du Plateau de Gentioux créée en décembre 1992, ainsi que les communes de Croze, Gioux et Saint-Sulpice-les Champs. Au total la nouvelle Communauté de communes regroupe 13 197 habitants.

À la création d'une intercommunalité, les communes adhérentes doivent déci-

der quel domaines d'actions elles vont lui transférer. La loi prévoit des compétences obligatoires : aménagement de l'espace et actions de développement économique.

À cela s'ajoutent neuf compétences facultatives choisies par CGS : environnement et maîtrise de la demande d'énergie ; logement et cadre de vie ; voirie, équipements sportifs, action sociale d'intérêt communautaire ; assainissement non collectif (Spanc) ; soutien aux associations ; schémas d'itinéraires de randonnées ; mutualisation de l'ingénierie territoriale et de matériel.



## Y'a bon travailler

L'idéologie du toujours plus grand qui doit, grâce à des prétendues économies d'échelle, permettre d'être plus efficace et donc plus rentable, c'est-à-dire moins coûteux pour un service public, a, pour simple effet, la déshumanisation des rapports humains au profit de la bureaucratie et de la hiérarchie.

À la com-com Creuse-Grand-Sud, ce sont 15 % des salariés qui sont en arrêt de maladie. Interrogée par *Ici les habitants*, une salariée s'exprime ainsi : « À partir de la création de Creuse Grand Sud, j'ai perdu le lien direct avec les élus que j'avais autrefois dans mon ancienne communauté de communes. Je n'ai plus qu'un interlocuteur unique qui centralise l'information. Je ne pouvais plus contac-

ter directement mes collègues, je n'étais plus libre de prendre des initiatives auprès des élus et encore moins auprès des administrés. »

À la com-com des Quatre-provinces, dont le siège est à Gouzon, cela fait plusieurs mois que les salariés dénoncent un climat de travail oppressant. La médecine du travail et le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dénoncent « des contradictions entre les élus et la direction, pas de soutien de la hiérarchie, souffrance aiguë, surcharge de travail, menaces sur l'emploi », et aussi « des pratiques intrusives de la hiérarchie, le non-respect du secret médical et des frontières entre vie publique et vie privée ».



## Vers une convergence des luttes contre les projets nuisibles en Creuse

EN SEPTEMBRE DERNIER, au Fabuleux destin, a eu lieu une soirée débat, proposée par Creuse-Citron, intitulée « Actualité des projets nuisibles en Creuse », et présentée ainsi : « Mines, éoliennes, enfouissement de déchets radioactifs, notre bout du monde est une cible privilégiée pour une politique de croissance à courte vue et de pseudo-écologisme. L'État, inféodé à des entreprises rapaces, s'imagine peut-être que le petit nombre de ploucs que nous ne sommes se laissera faire. Les résistances en cours à tous ces projets sont en train de lui donner tort. » Pour la première fois en Creuse, se sont réunis des associations et des collectifs s'opposant à divers projets industriels jugés nuisibles.

Voici un bref résumé des différentes présentations.

### Anzème, lieu-dit Le Vignaud

Une ancienne mine d'uranium fermée dans les années 1970, et jusqu'ici sans protection spéciale, a été rachetée par Areva qui compte y stocker 10 000 m<sup>3</sup>, soit environ 18 000 tonnes, de « stériles » miniers issus des travaux d'assainissement des zones du département de la Creuse où les stériles miniers ont été utilisés hors des périmètres miniers. Il ne faut pas se laisser tromper par le mot « stérile », il s'agit ici de « stériles de sélection » c'est-à-dire de minerais d'uranium sous forme de cailloux dont la teneur en uranium était trop faible, à un moment donné, pour que son extraction soit rentable, ce qui signifie bien que ces déchets sont radioactifs et donc dangereux. Au plus fort de l'exploitation des mines d'uranium dans la région, ces déchets étaient donnés gratuitement aux entreprises de TP, nombre de cours d'écoles, de parkings, voire d'habitations ont été réalisés avec ! Les concentrer sur un site ne peut qu'aggraver les risques de pollution, particulièrement des eaux.

### Archignat (Allier)

Un méga-projet d'exploitation de cailloux de granit destinés à la fabrication de béton... pour la construction du Grand Paris. Une carrière à ciel ouvert de 25 ha et 60 m de profondeur : poussières, camions, et tir de mines pour les riverains. 4,8 millions de m<sup>3</sup> devraient être extraits, soit 500 000 tonnes par ans : un camion toutes les huit minutes sur des routes très étroites.

Un industriel suisse et l'État veulent imposer ce projet malgré 95 % d'avis défavorables exprimés par la population lors de l'enquête publique ! Et en attendant la délivrance du permis d'exploitation, le préfet a déjà donné le permis de construire les bâtiments d'exploitation !

Trois associations en lutte :

- A.D.I.R (Association pour la défense des intérêts des riverains concernés par le transport des granulats sur les routes D916 et D40). (Abel Courty, 04 70 28 65 39).

- Association contre l'ouverture de la carrière d'Archignat. (Marc Delcroix, 04 70 0636 17).

- Les Toqués d'art, association culturelle pour la promotion de l'art en pays d'Huriel, qui refuse l'exploitation de la carrière qui ruinerait la création d'un village des Métiers d'Art (6, rue des Calauby, 03380 Huriel).

### Fontanières

Un projet éolien est à l'étude sur les communes de Fontanières, Reterre, Saint-Julien La-Genête, Évaux-Les-Bains. Six éoliennes qui devraient mesurer 180 m pour attraper le peu de vent qui souffle et implantées à moins d'un kilomètre des habitations alors que les habitants ont déjà dans leur paysage les 6 éoliennes de Chambonchard (dont la rentabilité reste à prouver). Un projet qui s'est monté en catimini sans que les habitants soient au courant.

Association Combrailles attractives, Le buissonnet 23110 Évaux-les-Bains (05 55 65 56 68).

### Saint-Hilaire-la-Plaine lieu-dit Grand-Villard

Ici, cinq machines sur sept seront implantées près du village du Grand-Villard (très proches de villages n'appartenant pas à la commune et qui n'auront aucunes retombées financières), la totalité des habitants du Grand-Villard s'y oppose mais la majorité du conseil municipal est pour. Le maire a essayé de se dédouaner en organisant fin août une consultation « citoyenne » sur le sujet : résultat sur moins de 200 habitants, 78 pour et 48 contre.

Est-ce démocratique qu'une telle proportion de la population se voie imposer sur son territoire une implantation industrielle qu'elle ne veut pas ?

Association Vents d'État 5, Grand-Villard 23150 St-Hilaire-la-Plaine (ventsdetat@laposte.net).

À son initiative, il est prévu, en décembre à Guéret, une réunion des associations creusoises (une bonne douzaine) qui luttent contre les projets éoliens.



En ce qui concerne les éoliennes, le scénario est toujours le même : les élus et les propriétaires des terrains d'implantation sont intéressés par la manne financière qu'on leur fait miroiter. L'argent va à une commune mais les nuisances sont partagées avec les communes alentours. Rappelons que la France est un des rares pays où on peut implanter des éoliennes à 500 m des habitations et que si cette distance était de 1 km, dans une région à l'habitat dispersé comme ici, nous aurions beaucoup moins de projets possibles.

Actuellement 25 éoliennes fonctionnent en Creuse et de 80 à 100 sont prévues à terme.

Sur les arguments contre les éoliennes industrielles, on peut se référer aux n° 26 et 49 de Creuse-Citron (accessible sur notre site Internet).

### Villerranges

Depuis 2013, la population et les élus locaux ont multiplié leur opposition massive et publique à ce permis « d'exploration » minière qui vise à l'ouverture de la mine que l'entreprise Total s'était vue refusée en 1997 par le gouvernement en place, après neuf ans de recherches abouties dans les années 1980. La Cominor vient d'obtenir le renouvellement de son permis de recherche d'or et minerais connexes. Creuse-Citron se fait l'écho, dans chacun de ses numéros, de la lutte contre ce projet qui veut transformer l'est de la Creuse en une vaste mine à ciel ouvert entraînant une pollution généralisée de tout l'environnement. En octobre, Stop mines 23 a organisé une manifestation à la Cité de l'or à St-Amand-Mont rond, important pôle bijoutier français. Voir page suivante, la lettre ouverte publiée suite à cette visite.



### Saint-Martial-le-Vieux

La ferme-usine, dite des mille veaux, qui fonctionne déjà au ralenti, vise à produire, à partir de broutards élevés à l'herbe jusque-là, de la viande de bœuf de bas de gamme, et cela par un élevage hors-sol en stabulation pendant dix mois au lieu des trois ans nécessaires pour un engraissement au pâturage. Financé par une manne provenant du ministère de la Défense en compensation de la baisse d'activité du camp militaire de la Courtine, ce projet n'a commencé à être contesté que lorsque le bâtiment était construit. Le collectif L-PEA (Lumière sur les pratiques d'élevage et d'abattage) a obtenu, fin juillet, du tribunal administratif de Limoges, la suspension de l'exploitation du centre d'engraissement considérant que l'autorisation d'exploiter est "caduque", car le délai imparti de trois ans est dépassé. Si ce jugement n'est pas cassé par le Conseil d'État, toute la

procédure sera à recommencer. Mais nous n'en sommes pas encore là, le préfet autorisant pour le moment le fonctionnement du centre. Ajoutons que l'usine de méthanisation censée être construite à côté pour traiter les effluents (10 000 t de lisier par an) est toujours au point mort. Pour plus de détails, voir *Creuse-Citron* n° 35.

Le point commun à tous ces projets est qu'ils sont imposés de façon autoritaire. Dans tous les cas les enquêtes d'utilité publique ne servent à rien car, même si tous les avis sont négatifs, le commissaire enquêteur valide le projet. Au final c'est toujours le préfet qui décide. Les habitants et les élus locaux n'ont aucun pouvoir de décision. Aucun bénéfice local, mais une dégradation des conditions de vie : nous sommes dans un schéma typique de colonialisme intérieur.

Mais la mobilisation arrive, quelquefois, à faire capoter un projet car les promoteurs n'aiment pas perdre du temps et

de l'argent quand une contestation trop forte les ralentit. Ils recherchent ce qu'ils appellent, dans leur novlangue, un niveau « d'acceptabilité sociale » suffisant.

Un des enjeux et une des difficultés que nous devons affronter, c'est d'arriver à développer des alliances et de l'entraide entre des gens et des groupes de gens qui peuvent avoir des cultures politiques très différentes.

À cet égard, la soirée au Fabuleux a été très constructive et le débat a débouché sur des propositions concrètes :

- créer des liens réguliers entre les différents collectifs ;
- annoncer et participer mutuellement aux actions des uns et des autres ;
- élaborer un tract collectif soulignant la convergence de ces différentes luttes.

Il ne reste plus qu'à souhaiter que cette convergence des luttes se construise vraiment concrètement.



### Lettre ouverte aux responsables de la Cité de l'or

*Nous avons visité avec curiosité et plaisir la Cité de l'or que vous dirigez. Effectivement, c'est une visite pédagogique et ludique et nul ne saurait nier la beauté des objets exposés.*

*Cependant, il nous semble qu'il manque un volet à la partie « pédagogique » pour que les visiteurs soient complètement informés de la réalité de la recherche de l'or. Il faudrait pour cela parler des dégâts humains et environnementaux toujours et encore engendrés par les mines.*

*Sans remonter aux massacres de la conquête de l'empire Inca par Pizarro (dont vous ne dites mot) et pour ne parler que de l'exploitation des gisements d'or aujourd'hui, les extractions minières provoquent toujours la destruction de la plupart des habitats, fermes et villages environnant les sites miniers, sans oublier la destruction de l'écosystème sur ou près des sites*

*Il faudrait, c'est instructif :*

*Rappeler que la recherche de l'or se fait, obligatoirement, en dispersant dans la nature et les eaux, l'arsenic retenu dans les*

*sols. Cet arsenic, agent mortel (silicose) ne sera jamais éliminé et continuera sa route mortifère dans les eaux, les rivières, l'air.*

*Rappeler que l'extraction d'or se réalise avec du cyanure. Petit inconvénient : cette méthode présente de graves risques environnementaux liés à la toxicité aiguë des composés de cyanure impliqués, pour l'Homme, comme pour la plupart des autres espèces.*

*Rappeler que la gestion de la pollution au cyanure se fait généralement en répandant du chlore dans l'eau polluée afin de détruire le cyanure. Cette "gestion" contribue elle-même à une pollution secondaire.*

*Rappeler que les stériles miniers entraînent des séquelles qui perdurent : drainage acide minier, effondrements miniers qui peuvent survenir longtemps après la fermeture des mines et modifier le cycle de l'eau et sa qualité ; relargages durables de polluants, les stériles sont en effet rarement stabilisés et ils continuent, durablement et gravement, à polluer l'environnement (en particulier les eaux de surface ou de nappes).*

*Rappeler que l'or a un autre prix que le cours de l'once : le prix de la vie humaine, animale, végétale.*

**Un élu local n'est pas toujours un élu low cost**



## Écoles « Espérance banlieues » : traditionalisme & ultra-libéralisme au programme

PERSONNE n'a pu

échapper aux nombreux reportages élogieux sur ces écoles « dans le vent », parrainées par quelques *peoples* et que nos hommes politiques en campagne s'empressent de visiter...

Salut au drapeau, port de l'uniforme (une couleur pour les filles, une autre pour les garçons...), retour aux fondamentaux (B.A.-ba, dictée, etc.), tout un programme : celui d'un réseau lié aux milieux traditionalistes et aux ultralibéraux qui rêvent d'en finir avec le service public d'éducation.

### Les banlieues, terres de croisade

« Espérance Banlieues » : tel est le nom de cette fondation et de ses écoles. Une « marque » qui s'inspire du programme « Espoir banlieue », impulsé par le très catholique Xavier Darcos, alors ministre de l'Éducation de Nicolas Sarkozy, pour faciliter l'implantation d'écoles privées dans les quartiers défavorisés. Si ce plan ministériel concernait les écoles sous contrat\*, on perçoit bien la proximité – jusque dans l'intitulé – de ce programme avec l'offensive d'Espérance Banlieues qui milite, elle, pour l'ouverture d'écoles privées hors contrat\*.

### Un nouveau marché

Le choix de la « cible », les jeunes de banlieues et leurs familles, n'est évidemment pas anodin. Alors que les établissements privés hors contrat sont traditionnellement le refuge des ultra-religieux (Fraternité Saint-Pie X\*) ou bien des « boîtes à bac » pour les rejetons de la bourgeoisie, Espérance banlieues veut s'ouvrir à un nouveau public, c'est-à-dire à un nouveau marché.

Habile stratégie qui attire la sympathie de quelques personnalités médiatiques<sup>1</sup> et surtout la générosité des grands groupes français, avides de placements et d'exonération fiscales<sup>2</sup>.

Car l'argent tient une place centrale. La Fondation Espérance banlieues, tout comme les différentes officines qui gravitent autour (SOS éducation), s'inspire des réseaux lobbyistes états-uniens. L'objectif est de lever le maximum de fonds. Un véritable business qui a émergé en France au milieu des années quatre-vingt et dont le développement d'Internet a démultiplié l'impact et l'efficacité.

### Espérance banlieues casse les prix !

Ces collectes permettent l'ouverture d'école « discount », à 75 € euros par mois (restauration et uniforme non compris) et des effectifs de 15 élèves par classe. L'argument touche les milieux populaires. Mais c'est un habile tour de passe-passe : ces établissements *low cost* sont financés par des dons défiscalisés, de l'argent qui ne servira donc pas à réduire les effectifs dans le public...

### Une entreprise idéologique et politique

Le message est aussi politique : réduire les petits sauvagesons que l'école publique ne sait décidément pas « dresser » comme il convient. Mise au pas des élèves, amour de la patrie, sélection « au mérite » des candidats, ces écoles célèbrent l'ordre (scolaire et social) établi. Chacun à sa place. La réponse sera « morale », disciplinaire et assurément pas « sociale ».

Rêvant de créer 200 établissements, EB s'appuie sur l'activisme de la Fondation pour l'école\*, reconnue d'utilité publique sous Darcos. Dirigée par Anne Coffinier, égérie de la Manif pour tous et par ailleurs présidente d'« Enseignement et liberté », émanation du Club de l'Horloge\*,

cette structure s'est donné comme objectif le développement d'un vaste réseau d'écoles privées hors contrat pour concurrencer et, de l'aveu même de ses promoteurs, détruire le service public.

### Les écoles de la Manif pour tous

Quant à la première école EB, elle a été fondée à Montfermeil. Et Éric Mestrallet ne manque jamais de saluer l'engagement du maire de cette commune, Xavier Lemoine, sans s'attarder sur son parcours politique. Vice-président du Parti Chrétien-démocrate de Christine Boutin, il est un farouche partisan de l'union de « toutes les droites », comme en témoigne sa participation, au printemps dernier, à la table ronde organisée à Béziers : « Passer l'école de Mai 68 au Karcher, on commence quand ? » Le maire de cette ville, Robert Ménard, ne cache d'ailleurs pas son désir d'implanter lui aussi une école EB dans sa commune.

### Ultra-libéraux et traditionalistes à l'assaut de l'école publique

Pour mener à bien son offensive et étendre son influence, ce réseau rêve d'instaurer en France le Chèque éducation\*. Longtemps inscrit dans le programme « éducatif » du FN, ce système est présenté comme le remède à tous les maux de l'école. En Suède, depuis sa mise en œuvre en 1992, non seulement le niveau scolaire s'est effondré (28<sup>e</sup> rang sur 34 dans le classement PISA), mais, depuis juin 2016, le premier « groupe » d'établissements scolaires est entré en Bourse<sup>3</sup> ! Voilà probablement l'objectif que caressent nos « créateurs d'écoles ».

### « La guerre au pauvre commence à l'école. »

La vague réactionnaire qui submerge les débats sur l'école a mis sous le feu des projecteurs les écoles EB qui ont vu défiler dans leurs locaux les candidats à la primaire de droite<sup>4</sup>. En sortant de l'une d'entre elles, Jean-François Copé déclarait, enthousiaste « Si je suis élu, j'instaurerai une cérémonie de salut au drapeau en chantant la Marseillaise et le rétablissement de l'uniforme à l'école. » (11 septembre 2016)

Derrière la nostalgie d'un ordre scolaire ancien et les opérations de com', c'est le redressement autoritaire de l'école – tout en baissant les coûts<sup>5</sup> ! – qui se profile.

Comme l'écrivait le philosophe Ruwen Ogien : « La guerre au pauvre commence à l'école. »

GRÉGORY CHAMBAT,

collectif Questions de classe(s), auteur de  
*L'École des réac-publicains, la pédagogie noire du FN  
et des néoconservateurs*, Libertalia, 2016.

### Bibliographie :

L'excellente enquête sur les nouveaux visages de l'enseignement privé d'E. Khaldi et M. Fitoussi, *Main basse sur l'école publique*, 2008, et *La République contre son école*, Demosophie, 2011.



### \* Privé sous contrat & privé hors contrat

Du fait du droit à la liberté d'enseignement, trois réseaux coexistent en France. Les écoles publiques, gratuites, laïques et respectant l'obligation de scolariser tous les élèves ; les établissements d'enseignement sous contrat avec l'État qui reçoivent des subventions et qui doivent, en contrepartie de la rémunération des personnels, suivre les programmes ; et les écoles hors contrat (0,4% des effectifs) qui ne reçoivent pas de subventions publiques. Elles embauchent qui elles souhaitent, sans condition de diplôme et ne sont pas tenues de suivre les programmes officiels. Le nombre de ces écoles a augmenté de 26% entre 2011 et 2014.



### \* Club de l'Horloge

Fondé en 1974, ce club de réflexion, inspiré de la stratégie de la Nouvelle Droite, défend un national-libéralisme (il crée le concept de «préférence nationale») et l'union de toutes les droites.

Deux anciens secrétaires du Club ont été nommés recteurs par Xavier Darcos (Maurice Quénet à Paris et Michel Leroy à Amiens).

### \* Fraternité Saint-Pie X

Fondée en 1970 par Marcel Lefebvre et ses disciples, cette société de prêtres catholiques traditionalistes entretient des liens avec l'extrême droite (elle hébergea et protégea Paul Touvier). Sur ces écoles rattachées à la Fraternité, lire *Voyage au cœur d'une France fasciste et catholique intégriste* de Rémy Langeux et Matthieu Maye, Le Cherche Midi, 2013.

### \* Chèque éducation

Le principe (imaginé par Milton Friedman dans les années 1950) est de remettre aux familles un chèque correspondant au coût des études des enfants, qui serait reversé à l'établissement de son choix. Expérimenté dans le Chili de Pinochet, il est le pilier du programme éducatif des droites extrêmes en France. Sa mise en application équivaldrait à la parité de financement entre le public et le privé (revendication de la Manif pour tous, mais aussi mesure prise sous Vichy)...

### \* Fondation pour l'école

Outre Espérance banlieues, vitrine médiatique du mouvement, cette fondation abrite des écoles Montessori, Steiner mais surtout les établissements intégristes de la Fraternité Saint-Pie X et une proximité avérée avec des associations contrôlées par l'Opus Dei et le lobby SOS éducation.

Valeurs actuelles, 5 au 11 février 2015



1. Le parrain de la Fondation est Harry Roselmack auquel devrait succéder Jamel Debbouze... Ces écoles bénéficient du soutien appuyé des Zèbres d'Alexandre Jardin, au point d'avoir eu les honneurs d'un article de l'hebdo *Le 1* dans un dossier consacré à la lutte contre... l'extrême droite! (*Le 1*, n° 86, 9 décembre 2015).

2. Le magazine *Challenges* du 7 juillet 2016 avait proposé deux pleines pages sur le sujet, nous révélant qu'« Aujourd'hui, une bonne partie du CAC 40 verse son obole à ce nouveau mouvement (Les écoles Espérance Banlieues, NDLR) : Bouygues, Axa, Société générale, Fondation Bettencourt, Saint-Gobain, Vinci... »

3. Voir l'article « Suède, écoles cotées en Bourse », Monique Castro, *Le Progrès social*, n° 112, 27 septembre 2016.

4. Mais pas qu'eux ! Ainsi Gérard Larcher, président du Sénat et deuxième personnage de l'État a visité l'école EB de Mantes-la-Jolie en septembre 2016.

5. « Cette liberté a un coût. La scolarité d'un élève dans une école Espérance banlieues coûte 3246 € par an et par élève en primaire, contre 5 440 € dans le public et 6 286 € en Zone d'éducation prioritaire (ZEP). Les familles paient 750 €. Le reste est financé par des entreprises : la fondation Bettencourt-Schueller, Thales, Bouygues, Axa... », *Challenges*, 7 juillet 2016.



# Appel de Beauchastel contre l'école numérique

## Une journée dans l'école numérique

*Ma journée d'école commence, la sonnerie vient tout juste de retentir, je rentre dans ma salle de cours et déjà je m'interroge : dois-je accueillir la classe ou me tourner vers mon écran pour effectuer l'appel électronique ?*

*Dans un souci de « diversification de mes pratiques », dois-je capter le regard des élèves à l'aide de l'écran de mon vidéoprojecteur, vérifier la mise en route de toutes leurs tablettes ou décider de me passer de tout appareillage numérique ?*

*Alors que la séance se termine, prendrons-nous le temps de noter le travail à effectuer à la maison ou dois-je renvoyer chaque élève devant son écran pour consulter le cahier de textes numérique que je remplirai en fin de journée ?*

*C'est la pause du repas ; à la cantine, que penser de ce flux d'élèves identifiés par leur main posée sur un écran biométrique et du bip régulier de la machine signalant son aval à leur passage ?*

*Ces adolescents dans la cour scrutant sans cesse leur téléphone, ces surveillants et ces professeurs derrière leur ordinateur, tout ce monde se disant parfois à peine bonjour, est-ce cela le progrès ?*

*En fin de journée, dans la salle des profs, dois-je, toujours face à mon écran, trier mes courriels administratifs et remplir le cahier de textes numérique, ou ai-je encore le temps d'échanger de vive voix avec mes collègues sur le déroulement de cette journée de classe ?*

CES QUESTIONS ne se posent pas en 2084 mais aujourd'hui, dans nos écoles, collèges et lycées. D'ailleurs, le numérique a déjà une emprise telle sur nos vies et celles de nos élèves, que parfois nous ne nous les posons même plus. Et pourtant, si on nous avait dressé un tel tableau il y a quelques années nous l'aurions trouvé outrancier. Mais les innovations apparaissent progressivement, elles sont déjà dans l'air du temps avant de s'imposer à nous et il n'y a apparemment pas de limite à ce que l'on peut accepter.

Accepter, nous nous y sommes maintes fois résignés, et nous sommes bien conscients que l'informatisation de l'enseignement n'est que le point d'orgue de son délitement. Nous avons déjà cherché à suivre des programmes incohérents, à comprendre l'incompréhensible jargon de l'Édu-

cation nationale, à simuler une prétendue évaluation par compétences, à enseigner à des élèves de plus en plus déconcentrés parce que de plus en plus connectés. Pourquoi ne pas aller plus loin ?

Ainsi nous nous apprêtons à renseigner sur chaque élève des données conservées à vie et bientôt consultables par un employeur grâce au logiciel de notes et d'appréciations et le livret personnel de compétences numérisé. On nous encourage à scotcher nos élèves aux écrans durant les seuls moments où ils y échappent encore, et cela sous le prétexte de les éduquer aux médias. Et finalement, pourquoi ne pas renoncer à enseigner en feignant de croire qu'une connexion Internet suffit pour s'approprier un savoir réel ?

Pour nous, ça suffit.

De la part de ceux qui nous enjoignent d'utiliser le numérique dans nos classes (hiérarchie administrative, ministère, inspecteurs et formateurs, ainsi que toute la classe politique), nous n'entendons que des justifications *a posteriori* de ce qui paraît aller de soi : une transformation implacable de nos gestes quotidiens, de notre langage, de notre rapport aux autres, de notre métier.

Ce bouleversement est pourtant décidé par d'autres, politiques et industriels, qui défendent leurs intérêts politiques et économiques, et bénéficient de notre complicité passive.





Or nous savons bien que le numérique n'a rien à voir avec l'éducation. En effet, l'informatisation a pour but premier de gonfler le chiffre d'affaires des firmes qui produisent matériels et logiciels. Puis elle réduit la part humaine de chaque activité (pas seulement scolaire) pour la rendre plus conforme aux besoins de l'économie et de la gestion bureaucratique. Tout cela pour doper la croissance par les gains de productivité et les nouveaux marchés qu'elle offre.

**C'est bien parce qu'Internet ne peut pas améliorer l'enseignement, mais qu'il est conçu pour détourner l'attention, que les ingénieurs de la Silicon Valley en protègent les écoles de leurs enfants.**

Nous savons aussi sur quelle gabegie démente des ressources terrestres, y compris les plus rares, les plus coûteuses, les plus dangereuses, repose la mensongère «dématisation». Il faut compter aussi avec la part croissante de consommation d'énergie consacrée à l'informatique.

Pourtant, nous laissons dire que le numérique est la solution à tous les problèmes de l'institution, qui vont du décrochage à l'intégration des élèves en situation de handicap en passant par les problèmes de lecture. Et qu'en plus il serait «écologique» parce qu'il permettrait d'économiser du papier. Quelle vaste plaisanterie!

Pour notre part, ce que nous voulons, c'est être avec nos élèves, et non servir d'intermédiaires entre eux et les machines car, sous couvert d'innovation pédagogique pour répondre aux besoins d'élèves devenus zappeurs, c'est bien ce qui nous guette.

Une telle dissociation entre la machine stockant les données et l'être humain assurant le flux de transmission ne peut être envisagée de façon positive que par des esprits bêtement mécanistes. Ils réduisent le savoir à de l'information. Ils négligent l'importance de son incarnation chez un individu en imaginant une simple médiation extérieure. Ils oublient tout bonnement que la relation d'apprentissage est avant tout une relation humaine.

Par ailleurs, et quoi qu'on en dise, l'administration numérique (appel en ligne, SMS aux parents, etc.) ne renouera pas les liens entre les enfants, leurs parents et l'école. Au contraire, elle aggrave déjà les problèmes qu'on agite pour l'imposer. L'absentéisme demeure, la défiance et le mensonge se banalisent au sein de l'école et dans les familles. On cherche à tout prix à éviter le conflit et on se fie plus aux ordinateurs qu'aux êtres humains. Et pour masquer ce désolant constat on maquille l'isolement en l'appelant «autonomie»...

Ce que nous voulons également, c'est enseigner, et non exécuter des procédures. L'enseignement numé-

rique n'est pas une «révolution pédagogique» mais la fin du métier d'enseignant. Les matières, c'est-à-dire les savoirs et savoir-faire qui les constituent, se trouvent morcelées en une liste de tâches exécutables, puis regroupées artificiellement en aptitudes générales. On appelle cela le socle de compétences. Dans ce cadre, une leçon, un exercice, peuvent être réduits à un protocole creux, qui peut bien effectivement être «partagé» en ligne, puisqu'il ne nécessite ni connaissances précises ni réflexion pédagogique personnelle pour être reproduit. Un cours construit de cette façon n'apprend pas à penser mais à se comporter de la façon attendue.

Nous pourrions nous réclamer de la liberté pédagogique et demander à ne pas être contraints à l'utilisation de machines dans nos classes. Mais nous savons que c'est impossible, qu'à partir du moment où une technique est introduite, la liberté de l'utiliser ou non devient illusoire car elle s'insère dans un système global qui l'exige. Après un court moment, le choix encore possible cède le pas à l'obligation de fait.

C'est pour cela que nous refusons en bloc notre mise à jour programmée. Nous n'utiliserons pas le cahier de texte numérique, ni les multiples écrans dont on prétend nous équiper (tablettes, tableaux numériques ou même smartphones). Nous nous opposons aux équipements générant d'importants champs électromagnétiques ainsi qu'à la concentration des données scolaires dans des bases centralisées.

[Ici figurent les signatures]



Nous appelons tous les personnels des établissements d'enseignement déjà réticents à faire connaître leurs raisons et à signer cet appel. C'est seulement par de tels gestes d'affirmation que nous pouvons briser notre isolement pour construire une opposition conséquente.

Nous demandons à toute personne qui ressent l'importance des enjeux ici évoqués de relayer largement cet appel, de nous faire connaître ses propres réflexions et initiatives.

Beauchastel,  
22 décembre 2015,  
complété le 19 mars 2016

Pour nous contacter  
ou pour signer le texte, écrire à :

Appel de Beauchastel,  
27 ter, rue des Terras,  
07800 Beauchastel.



## Sivens :

ZAD PARTOUT

# faire barrage à la violence étatique !

« Réaffirmons la légitimité de toutes ces luttes contre l'aménagement du territoire, y compris celle de Notre-Dame-des-Landes que la mascarade de référendum n'invalide pas. Justice doit être rendue à la famille de Rémi Fraisse. »

COLLECTIF  
TANT QU'IL Y AURA DES BOUILLES

### Petits aménagements entre amis

Voici les principaux acteurs aux bords de l'eau de cette région « gauche cassoulet » :

- CACG (Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne) : en 1959, l'État crée la CACG pour « gérer l'eau et aménager le territoire ». Sur fonds publics, elle développe une offre de barrages-réservoirs favorisant la culture du maïs, très gourmand en eau et entraînant l'appauvrissement des sols et la pollution des eaux par les pesticides. Son CA (Conseil d'administration) est composé d'élus des Conseils généraux de la région, de représentants des Chambres d'agriculture d'Aquitaine et Midi-Pyrénées (majoritairement FNSEA) et de représentants de grandes banques.

- Agence de l'eau Adour-Garonne : reçoit des millions d'euros prélevés sur les factures des abonnés, qu'elle distribue aux projets qui vont dans le sens d'une politique de croissance sans limite.

- Francis Daguzan (Divers gauche) : surnommé Monsieur Eau, président du CA de la CACG, vice-président (VP) du Conseil général du Gers, siège au Comité de bassin Adour-Garonne, instance de l'Agence de l'eau).

- André Cabot (PS) : CA de la CACG, VP du Conseil général du Tarn chargé de l'eau, VP de la Commission des interventions de l'Agence de l'eau.

- Thierry Carcenac (PS) : député, président du Conseil général du Tarn depuis 1991. Principal promoteur du barrage de Sivens, qui lui fera dire plus tard : « Si j'avais su que ce serait un tel bordel, je ne serais pas lancé dans un tel projet. »

- Xavier Beulin : président de la FNSEA, PDG de Sofiprotéol (agrobusiness, semences, alimentation animale). Pro barrage, en 2014 il menacera ceux qu'il appelle les « djihadistes verts » : « Je n'ai qu'à lever le petit doigt pour mobiliser 3 000 à 4 000 agriculteurs. »

Rappelons une recommandation européenne : « Le conflit d'intérêts naît d'une situation dans laquelle un agent public a un intérêt personnel de nature à influencer sur l'exercice impartial et objectif de ses fonctions officielles. »

### La valse des décideurs

En 2001, le Conseil général du Tarn demande une étude à la CACG sur le « confortement de la ressource en eau sur le bassin du Tescou ». Réalisée pour « aider » les agriculteurs, elle n'intéresse surtout que les plus gros, une vingtaine, cultivant en aval, dans le Tarn-et-Garonne, du maïs-semence pour l'exportation. La CACG la réactualise en 2009, aggravant encore le déficit en eau alors que les surfaces irriguées ont largement diminué, et proposant un barrage avec une réserve d'eau de 1,5 million de m<sup>3</sup>.

En 2011 et 2012, les élus des communes concernées adoptent le projet.

Le Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet, dit Collectif Testet, est alors constitué par cinq associations. Il va mener de nombreuses démarches auprès des instances décisionnelles et tenter diverses actions juridi-

ques pour faire échouer ce projet. La Commission en charge de l'enquête publique (cinq semaines en octobre 2012) émet un avis favorable, sans débat, avec une seule réserve : consulter le CNPN (Conseil national de protection de la nature) pour la demande de dérogation relative à la destruction des espèces protégées. En septembre 2013, la CNPN donnera un avis très défavorable, ce qui n'empêchera pas Josiane Chevalier, préfète du Tarn, d'autoriser un projet qu'elle qualifie de « projet environnemental exemplaire ». De son côté, le Collectif Testet publie un contre-rapport concluant au rejet du projet et à l'appel à une contre-expertise, envoyé à tous les « décideurs » : aucun ne répondra.

En octobre, la DUP (Déclaration d'utilité publique) et la DIG (Déclaration d'intérêt général) sont adoptées par arrêtés préfectoraux. Ils permettent d'obtenir un financement de 50% par l'Agence de l'eau, 30% par des fonds européens et 20% par les Conseils généraux du Tarn et du Tarn-et-Garonne. La CACG est maître d'ouvrage et gestionnaire de la ressource en eau.

Tout cela fera dire au *Canard enchaîné* en novembre 2014 : « Les mêmes personnes ont l'idée d'un projet, en étudient la faisabilité, le votent et en possèdent la maîtrise d'ouvrage. »

### Faut que ça bouille !

13 octobre 2013 : création du Collectif Tant qu'il y aura des bouilles (TQB) – « bouille » dans le patois local signifiant « terre sans valeur », expression utilisée par un élu local pour désigner la zone humide. Il se veut complémentaire du Collectif Testet, avec pour objectifs : « Refus du barrage et de son monde, pour en construire un nouveau ; reprise en mains du territoire par ceux qui l'habitent ; occupation du site ; action non-violente. » Il fonctionne avec des assemblées générales hebdomadaires et des décisions prises au consensus, et se défie de toute entente avec le « vieux monde finissant ». Il occupe aussitôt La Métairie neuve, ferme rachetée par le Conseil général et laissée à l'abandon.

Dès lors, la zone va être surveillée, occupée, réprimée violemment par les pandores





du PSIG (Peloton de surveillance et d'intervention de gendarmerie) de Gaillac et d'Albi, équivalent des «célèbres» BAC (Brigades anticriminalité) de la police.

23 janvier 2014: une vingtaine d'hommes en treillis et cagoulés saccagent La Métairie neuve. Dès le lendemain un nouveau camp, La Bouillonnante, est installé: maison en bois-paille, chapiteau, cantine collective.

24 février: une centaine de gendarmes détruisent le lieu, maltraitent les occupants, en mettent un en garde à vue pour «violence sur agent». L'après-midi, un campement est installé avec une cinquantaine de renforts, des chicanes et des barricades sont dressées: la ZAD du Testet est née, des potagers, un four à pain vont être aménagés.

Le PS affrontant des élections municipales difficiles, le déboisement est reporté en septembre.

16 mai: 150 gendarmes saccagent les installations, mais le 22 août La Bouillonnante est réoccupée malgré un arrêté municipal: «*Tout attroupement et rassemblement diurne et nocturne est interdit.*» Des débats, vidéos, concerts sont suivis par des centaines de personnes. De leur côté, des membres du Collectif Testet entament une grève de la faim «*jusqu'à l'obtention d'un débat public contradictoire*». Il va durer plus de cinquante jours, face au mépris de «*Thatchercenac*»!

### Humains, arbres et terres tombent sous les coups de l'État

Lundi 1<sup>er</sup> septembre: 1 hélicoptère, 150 gendarmes, grenades, tirs de flash-Ball, arrestations, gardes à vue, les arbres tombent, les engins défrichent, des opposants se découragent. Mais les soutiens extérieurs arrivent: 1000 personnes sur la zone humide le 6 septembre!

Lundi 8: les gendarmes sortent des bus en hurlant «*Dégagez!*», des opposants enterrés jusqu'aux épaules sont piétinés, ceux perchés dans les arbres éjectés violemment.

Manuel Valls après avoir déclaré en 2012: «*Il n'est pas question de laisser un kyste s'installer à Notre-Dame-des-Landes*» et affirme «*être prêt à mettre tous les moyens nécessaires pour appliquer le droit*». De son côté, la FNSEA mobilise: «*Dimanche: battue anti-bobos à Sivens*»,

une milice armée de barres de fer et de manches de pioches organise des rondes, agresse des zadistes, certains ne devant leur salut qu'à une fuite dans les bois. Il semble que des éléments d'extrême droite se joignent aux agresseurs, des insignes nazis tatoués ayant été aperçus.

Dimanche 14: 800 personnes, puis le 18 septembre l'équipe de Grosland et Yannis Youlountas, réalisateur de *Ne vivons plus comme des esclaves*, sont présents.

Cependant les arbres tombent, la zone humide est saccagée, les violences gendarmesques sont quotidiennes: affaires personnelles brûlées, vitres de voiture brisées, grenade offensive dans une caravane.

Samedi 25 octobre: grand rassemblement festif de plusieurs milliers de personnes avec constructions, plantations, ateliers, débats, concerts. Un escadron de gendarmes, bien que la préfecture se soit engagée à ne pas en envoyer, s'installe sur une base, entourée d'un grillage de 1,80 m et de douves remplies d'eau.

Dimanche 26 octobre 0h30: affrontements autour de la base, pierres et mottes de terre contre tirs de flash-ball, grenades lacrymogènes, grenades offensives (plus de 60 cette nuit!); un jeune s'écroule, les gendarmes empêchent de le secourir et l'emportent dix minutes plus tard.

9h15: «*Vers 2 heures du matin, le corps d'un homme a été découvert par les gendarmes sur le site de Sivens*», communiqué de la préfecture. Il s'agit de Rémi Fraisse, jeune botaniste de 21 ans.

«*Aux mains de l'individu, la force s'appelle crime. Aux mains de l'État, la force s'appelle droit*», Max Stirner, *L'Unique et sa propriété*, 1844.



### Recréer un monde vivable

«*Ce qui a tué Rémi, c'est la violence de l'État. Un État gouverné par des hommes dont la boussole est arrêtée par la prochaine échéance électorale.*»

ARIÉ ALIMI,  
avocat des parents de Rémi.

Les mois qui suivent démontrent l'illégalité de ce projet:

27 octobre 2014, rapport défavorable de deux experts du ministère de l'Environnement; 26 novembre 2014, procédure d'infraction de la Commission européenne contre la France pour non-respect de Directive sur l'eau (l'État était au courant dès le 28 juillet 2014!); 24 décembre 2015: abrogation par les préfets du Tarn et du Tarn-et-Garonne de la Déclaration d'intérêt général d'octobre 2013, ce qui annule la participation de fonds publics; 30 juin 2016, annulation par la justice de 3 arrêtés sur le déboisement, la dérogation sur les espèces protégées, la Déclaration d'utilité publique.

Un autre barrage, de capacité réduite de moitié, est récemment étudié.

Des paysans ayant participé à la lutte contre le barrage se sont réunis, en avril 2015, dans une ferme tarnaise:

«*Des gens nous disent: on peut voter, on est des citoyens. À Sivens, il y en a pas mal qui ont vu qu'on ne peut faire confiance à tous ces gens qui nous représentent, qu'il faut faire confiance à soi et à son voisin, reprendre les choses en mains, se réorganiser par nous-mêmes.*»

MARIE,  
éleveuse de brebis.

«*Il nous faut recréer un monde vivable en lieu et place du désert industriel qui détruit la moindre vallée pour tenter vainement d'irriguer la stérilité qu'il engendre.*»

BERTRAND, berger et charpentier.

ÉLAN NOIR

Un livre: *Sivens, un barrage contre la démocratie*, Ben Lefetey

Une émission du 12 septembre 2016:  
<http://trousnoirs-radio-libertaire.org/>



# Bruits de Chiottes & autres Idées Reçues

## Lettre ouverte au Pape

François. Trop familier et on n'a pas gardé les dictateurs ensemble! Machin. Oui, Machin ça va. Machin, que les bases de ta secte soient construites sur des rumeurs toutes aussi invraisemblables les unes que les autres, soit. Que tu te fasses passer pour le porte-parole d'un dieu et à ce titre roi du monde, c'est plus discutabile et on enferme pour moins que ça. En revanche que tu colportes la propagande d'extrémistes fascistes chers à ton cœur, au prix de raconter tout et n'importe quoi sur un sujet qui ne te concerne pas, là, je m'en mêle. Tu as raconté, genre en aparté, dans ton avion de pauvre à des journalistes, gâtés par tes soins, qu'un père de famille, catholique et français de ta connaissance, s'affligeait que son fils ait répondu, à la question crétine de, que veux-tu faire plus tard?

Le gamin donc, a u r a i t répondu qu'il voulait « faire fille »,



consternation et putréfaction autour de la table dominicale. «*Le père s'est alors rendu compte que dans les livres des collèges, la "théorie du genre" continuait à être enseignée, alors que c'est contre les choses naturelles.*» [Sic] Déjà ta vision des choses naturelles puisées dans ton obscurantisme chronique, passons. À propos de choses naturelles, c'est bien naturellement que tu as soutenu la dictature made in USA en Argentine où là on ne s'est pas privé d'enlever des mères et des pères et de faire adopter leurs enfants par tes amis militaires assassins (pléonasme)? Ta haine viscérale du collectivisme athée excuse le pire. Saloperie naturelle, elle? Après t'avoir largement fait de la réclame en diffusant ta diarrhée, les médias français, t'ont légèrement torché le cul, arguant qu'on t'aurait mal renseigné. Tout d'abord qui est ce brillant père de famille qui te confie ses petits soucis identitaires sur le sexe de son petit ange tout en mettant son trésor chez les laïcards de la république? D'autre part je refuse de croire qu'on t'aurait mal renseigné, tu as tout un tas de conseillers en communication qui sont fort bien informés et tu es surtout jésuite et à ce titre tu ne t'es pas trompé, trop opportuniste surtout. Tel que je te connais tu aurais aimé que la France, prétendue fille de l'église, sous-entendu catholique romaine, fut comme la Pologne où ta secte est religion d'État. La France n'est la fille de rien ni de personne. Ce qui est ahurissant c'est que tu utilises les mêmes basses et cradingues méthodes que celles qui sont devenues l'apanage de politiciards fielleux en mal de populasseries gluantes pour raviver les instincts les plus vils. Tu étais parfaitement renseigné puisque tu as pondu cette merde juste avant une manifestation nationaliste des parangons de vertus hypothétiquement familiales. À ce propos en pleine loi d'exception et d'état de siège permanent c'est curieux que cette connerie fut autorisée?

Elle aurait dû, comme d'autres manifestations, certes moins consensuelles, être interdite. Évoquer la théorie du genre est un mensonge. Il y a des scientifiques qui, depuis les années cinquante, cherchent à comprendre par l'étude, ce qui définit le genre, masculin féminin (« études sur le genre », puisqu'il s'agit d'un vaste champ interdisciplinaire regroupant tous les pans des sciences humaines et sociales – histoire, sociologie, géographie, anthropologie, économie, sciences politiques, etc.), j'ai trouvé ça dans le journal *Le Monde* au sujet de l'« étude » des genres et non la « théorie », ça fait moins complotiste d'un coup, non? Autres études, ne serait-ce pas contre nature que de contraindre certains mâles et certaines femelles à l'interdiction de l'acte de copulation et cela n'engendrerait-il pas une forme de frustration paranoïde délirante consistant à voir le Mal, le Vilain, le Sardanapale qui se planque chez ceux qui pratiquent librement leur sexualité par plaisir, et sans demander la permission? Dieu se serait-il planté en dotant les humains d'outils qui sont bien fichus pour se faire du bien? Revenons à nos affaires de chercheurs. Des chercheurs cherchent, depuis Galilée ça n'est pas ta tasse de thé mais on s'en fout et que veux-tu ils sont ainsi faits. Il y a ceux qui croient ou ceux qui pensent et cherchent à savoir, c'est naturel que veux-tu. Je poursuis avec ta théorie des genres, il y a bien eu l'idée, pour les terminales, de se pencher sur ce qu'ont l'étude des genres et ce qui définit la féminin et le masculin. Les élèves de terminales ont, en moyenne, 17 ans. C'est-à-dire qu'ils prennent leur douche tout seuls, s'enferment à clef quand ils vont aux cabinets, et ont probablement déjà expérimenté leur machin à jouer d'entre les jambes, bref ils ont l'âge de partir à la guerre sans leurs parents et d'y crever. Et ils n'auraient pas le droit de tenter de comprendre ce qui définit leur sexe? Pardon pour sexe, je sais, le mot te répugne mais le « ça » est déjà pris par les freudiens, alors tes amis, ceux qui colportent des histoires juste obscurantistes, tu les caresses dans le sens que tu veux, vieux répugnant, mais tu nous fous la paix. Ce ne sont pas les sectaires religieux qui sont victimes de blasphème ce sont les gens sensés qui sont victimes de ces théories téné-



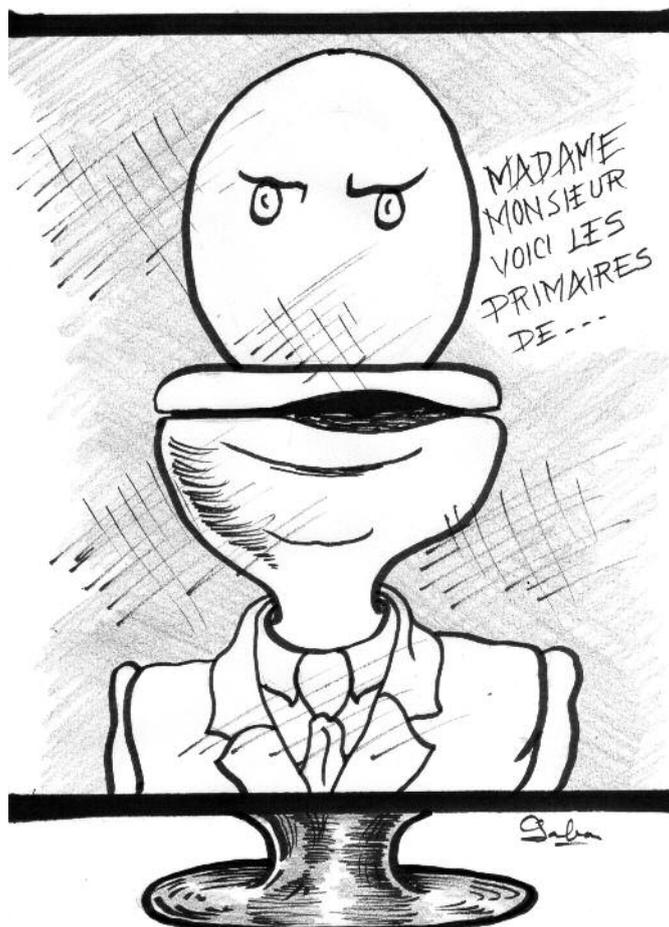
breuses. Et ce qui est encore plus minable c'est que tu n'as pas pu t'empêcher de donner l'exemple foireux du garçon de 10 ans qui veuille «faire fille», l'inverse, une fille voulant «faire garçon» c'est moins horrible ou quoi? Ou mieux, s'il avait répondu «faire marchand d'armes, dictateur, général d'armée ou banquier» enfin un truc bien couillu, là pas de soucis. Voyez ma chère, une éducation rigoureuse et contrôlée nous met à l'abri d'avoir engendré une tafiole! Le plus grave problème de la planète, c'est connu, est qu'un garçon de 10 ans veuille «faire fille», c'est préoccupant en effet. Je rappelle que dans le même avion – décidément les voyages aériens te filent des diarrhées préoccupantes –, tu avais justifié la tuerie du 7 janvier 2015 par cette métaphore niveau CP «*si quelqu'un insulte ma mère je lui fous mon poing dans la gueule*», c'est de l'ordre du naturel sûrement? Pour toi un poing dans la gueule est en tout point comparable à une balle dans la tronche? Homme de paix je comprends pourquoi tu bénis les armes, les armées et les guerres, mais dis-le que tu n'es que haineux, sois franc pour une fois homme de peu de foi en l'humain. Digne représentant de cette espèce de secte dans la grande secte, la compagnie de Jésus, d'où jésuite, pour qui tous les moyens sont bons pour gagner le pouvoir total en aimant et en soutenant les dictatures. Tout sauf la liberté de penser, de jouir de sa vie. Ras le bol de parler de ça.

### L'électeur s'éloigne? Offrons-lui du spectacle

Pourquoi voit-on autant de films, de séries télé ou de livres qui étalent les turpitudes du pouvoir? Œuvres engagées pour dénoncer? Non! Leurs rôles sont de fasciner en offrant les arènes romaines, rendre attractives les dérives et les dépravations. Que ferait-on d'un honnête homme, ça

intéresse qui la vie ennuyeuse de celui qui est lisse et sans taches? Y a de l'enfance

## LE SERVICE PUBLIC



là-dedans, aux gendarmes et aux voleurs, fallait obliger à faire gendarme tous voulions être voleurs. Inné? Qui sera le plus retors, le plus dépravé, avec impunité garantie. Qui est le grand fauve qui va bouffer l'autre? Qu'importent les querelles d'Ego, tous bossent pour les mêmes mauvaises raisons où l'ennemi d'aujourd'hui sera le ministre de demain. Les huées de la foule oui, ça fait jouir, donne la niaque, le mordant. Tout plutôt que l'indifférence. On te livre en pâture les gladiateurs, lève le pouce ou abaisse-le mais joue le jeu! Bientôt le vote se fera devant la télé avec le i-phone, en tout cas pour les primaires. Je suis certain que ça se cogite déjà cette idée quelque part par là. Après il faut encore la grand-messe finale, le jeu des urnes le dimanche déculpabilise, le bulletin vengeur sorte de lettre anonyme. Dans le jeu des chaises musicales, certains

vont se retrouver gros jean comme devant, c'est provisoire, l'ennemi du jour sera le meilleur ministre de demain. On désigne des traîtres. Spectacle. Ah la vache! il lui a pas envoyé dire, t'as vu, quand il l'a traité de couilles-molles? Spectacle. La télé avec de l'argent public montre cette récente fumisterie des primaires calquées sur le machin ricain. Ça s'écharpe. Ça tire à boulets rouges... que dalle. Spectacle. Un livre consistant de 600 pages de confidences, du monarque actuel, faites à des journalistes, est publié, oh putain il se tire une balle dans le pied, c'est sur ça? Un ex, recandidat pour la prochaine dont on étale en une les combines financières se porte-t-il vraiment si mal? Ça me rappelle une histoire niçoise, une enquête sur les magouilles du député-maire d'alors est publiée, oh la vache! ça craint. Dans une sorte de grand drugstore situé au cœur de la rue centrale de Nice des piles et des piles du livre en question, le député-maire s'en amusait et fut réélu sans problème. Le nombre d'électeurs est paraît-il décroissant et alors? Ça n'a aucune importance du moment que le minimum joue le jeu du vote grâce au spectacle. Et quoi de mieux que donner en spectacle

l'étendue des bassesses humaines, sorte de concentré entre Racine, Corneille et Shakespeare juste en plus vulgaire et méprisant. Il est trop fort, il les a tous baisés l'autre soir, t'as vu? Non je m'en fous, pire ça me dégoûte, ah bon tu t'intéresses à rien toi!

À ce propos le baratin de comptabiliser les votes blancs fait partie du spectacle et de ses croyances. Pourquoi ne pas compter ceux qui sont restés au lit et ceux qui sont allés à la pêche? Le vote obligatoire, ça changerait quoi? Si je fous une recette de cuisine dans l'enveloppe, je n'ai pas l'amende c'est tout, mais je n'ai rien exprimé sinon mon je-m'en-foutisme.

Pffff... Finalement en dénonçant je joue le jeu à propos d'un truc qui ne mérite qu'indifférence et pourquoi est-ce-que je m'énerve de tout ça moi?



## À faire vomir les volcans!

« Il y a des moments où ce qui se passe est à faire vomir les volcans... »

**Pour ne parler que des colonies françaises, quelle clameur si les victimes pouvaient crier!**

LÉON BLOY EN 1909.

CERTES, AUJOURD'HUI, les États africains sont devenus indépendants, mais les victimes crient toujours sous une domination sournoise et moins visible: celle des multinationales, des banques et des institutions démocratiques qui main dans la main entretiennent la tradition néocoloniale.

En démocratie, on pratique beaucoup le double langage, beaux discours sur les droits de l'homme, la coopération, et en tapinois chantage et menaces pour maintenir la pression et continuer à s'assurer de jolies parts de marché. La recolonisation du monde est plus que jamais d'actualité, les troupes de l'armée coloniale sont toujours installées sur les bases militaires françaises en Afrique, la domination et l'agression économique ont de beaux jours devant elles.

Un exemple dont on entend trop peu parler, les accords de partenariat économique ou APE entre l'Union européenne et les États africains, enfin comme ils disent... «partenariat» pour l'Europe mais «baisers de la mort» pour les ONG qui défendent les intérêts de l'Afrique.

De quoi s'agit-il? D'un ultimatum fixé au 1<sup>er</sup> octobre 2016 pour une libéralisation du commerce imposé au continent africain par la Commission européenne.

À l'époque des indépendances, les pays africains avaient obtenu de leurs anciens «maîtres» le droit de vendre leurs marchandises sans payer les droits de douane mais aussi de maintenir les taxes sur les produits importés pour protéger leur commerce et leur industrie locale.

Mais l'Afrique est un marché potentiel de 400 millions d'habitants avec une classe moyenne grandissante: miraculeux débouché pour les céréaliers et les producteurs de lait européens qui ne savent que faire de leurs surplus.

Il faut donc que cessent ces relations commerciales asymétriques et peu importantes les conséquences catastrophiques pour les pays concernés, l'Europe exige la

suppression de 3/4 des taxes sur ses produits entrant en Afrique et, pour mieux faire avaler la potion amère, chante la partition bien connue: celle de l'ode au libre-échange «**la libéralisation est un processus historique qu'il faut accomplir pour développer l'économie**»!

Développer l'économie, oui, mais laquelle? En tout cas pas celle des onze États les moins avancés de l'Afrique de l'Ouest qui devraient commercer d'égal à égal avec les pays européens qui se sont enrichis sur leur dos pendant la période coloniale.

Les pays africains seraient les grands perdants de ce marché de dupes: la suppression des taxes à l'importation amputerait le budget des États qui ont de gros besoins en matière d'éducation et de santé.

L'ouverture des pays aux marchandises européennes entraînerait également la ruine du commerce local. Ainsi au Sénégal les producteurs laitiers craignent de devoir faire face à la concurrence du lait en poudre européen. L'arrivée de produits étrangers sur les marchés africains risque de modifier les habitudes alimentaires: au début des années 2000, au Ghana, les importations de concentré de tomate italien vendu moins cher que la tomate locale ont ruiné la culture locale.

C'est également vrai pour les produits à base de farine: «*Le millet, le sorgho, la patate douce, la banane plantain et le manioc qui sont plus difficiles à préparer que le pain ou les pâtes, risquent d'être abandonnés, ce qui créerait énormément de chômage dans les campagnes.*»

Ces accords suscitent opposition et manifestations dans les pays africains, la Commission européenne exerce donc une forme de chantage, menaçant de supprimer une partie de l'aide au développement si les accords ne sont pas ratifiés. Marie Bazin de l'association Survie, association qui a toujours dénoncé les filouteries de la Françafrique, explique que ce point est révélateur du fait que les APE ne sont pas des accords d'égal à égal: «*L'Europe*

*donne d'une main et prend de l'autre. Elle s'inscrit dans une relation de subordination.*»

L'actualité met de temps en temps l'Afrique sur le devant de la scène, très brièvement et sans nous donner de clé pour comprendre. On entend souvent parler de «coopération», terme à «nettoyer» car il s'agit plutôt d'ingérence, comme au Gabon.

Le clan Bongo, père et fils, est depuis cinquante ans un des piliers de la Françafrique. Le régime en place est la garantie des intérêts français: 120 entreprises françaises, Total Gabon et l'uranium du Haut-Ogoué exploité par une filiale d'Aréva jusqu'en 1999, fer, diamants et destruction de la forêt équatoriale de bois précieux: «Y'a bon!»

« La Françafrique c'est comme un iceberg, vous avez la face du dossier, la partie émergée de l'iceberg, la France meilleure amie de l'Afrique, patrie des droits de l'homme, etc., et puis vous avez 90% de la relation qui est immergée, l'ensemble des mécanismes de maintien de la domination française en Afrique avec ses alliés africains » On lit cette citation de François-Xavier Verschave sur le site de l'association «Survie» qui dénonce toutes les formes d'intervention néocoloniale.

Allez, fermez vos radios mensongères, déchirez vos journaux à l'exception de *Creuse-Citron* et écoutez les petites voix discrètes mais lucides des associations qui veulent en finir avec les jeux pourris du maître et des esclaves!

SAGNA

En cherchant, on trouve des associations et ONG qui relaient le combat des Africains et tentent de mobiliser contre ces accords: Survie, Peuples solidaires, Agir contre le colonialisme aujourd'hui, liées ou non à des partis politiques.



## À part ça tout va bien brèves anti-industrielles

### Ce dont ils rêvent

*Les gouvernements doivent décider, par exemple, qu'il est trop risqué que des citoyens restent « hors ligne », détachés de l'écosystème technologique. Dans le futur comme aujourd'hui, nous pouvons être certains que des individus refuseront d'adopter et d'utiliser la technologie, et ne voudront rien avoir à faire avec des profils virtuels, des bases de données en ligne ou des smartphones. Un gouvernement devra considérer qu'une personne qui n'adhérera pas du tout à ces technologies a quelque chose à cacher et compte probablement enfreindre la loi, et ce gouvernement devra établir une liste de ces personnes cachées, comme mesure antiterroriste.*

Eric Schmidt, Pdg de Google, et Jared Cohen, directeur de Google Ideas, dans *The new digital Age Reshaping the future of people, nations and business*, 2013.

### Mais

La réalité n'est pas si éloignée de ces rêves. Pour l'instant, il n'est pas question d'imposer la possession de toutes ces machines. La contrainte est tout aussi efficace quand elle prend la forme d'une obligation purement technique : c'est un état de fait. Les relations avec les administrations, par exemple, présupposent de plus en plus d'utiliser les technologies numériques. La contrainte est encore plus forte au travail.

Et bien sûr, le déferlement d'Internet et consorts s'appuie d'abord sur l'adhésion massive des consommateurs.

### À lire (publicité)

Baudouin de Bodinat a publié en 2015 une suite à son ouvrage essentiel *La Vie sur terre* (Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1996-1999, cf. *Creuse-Citron* n° 22). Il s'agit de *Au fond de la couche gazeuse*, (Éditions Fario, Paris, 2015). Le sujet principal de l'enquête c'est désormais notre enfermement collectif dans le monde des nouvelles technologies, c'est l'étouffement de la réalité par le monde virtuel. L'auteur pose ces questions : comment le monde produit par le capitalisme contemporain, technologiquement équipé, nous transforme-t-il psychiquement, moralement, et transforme-t-il

notre vie concrète ? Pourquoi cela advient-il et comment se fait-il que nous acceptions collectivement de le subir ?

En 1999, on avait accusé Bodinat d'être trop pessimiste, aujourd'hui il faut constater que sa prospective était en-deçà de la réalité.

### Un conte à dormir debout

Récemment, lors d'une réunion de parents d'élèves à l'école de mon fils, quelqu'un suggérait que des documents concernant « la vie de l'école » soient désormais mis en ligne et accessibles de cette façon, plutôt que photocopiés et distribués comme précédemment : « ce serait plus écologique » disait-il. J'ai dû lui répondre que non, que l'aura écologique du numérique n'était pas justifiée, que c'était une vaste fumisterie et que les études quantitatives à ce sujet se multiplient. Le numérique est désormais l'une



des réalités les plus polluantes et les plus consommatrices d'énergie. Son développement exponentiel, avec le renouvellement incessant des machines qui vont avec, en fait l'un des principaux responsables de la destruction de la nature.

Pour un exposé argumenté sur cette question voir l'ouvrage de contre-expertise collectif *La Face cachée du numérique* (L'Échappée, 2013).

### Toi, qui passes par cette porte, abandonne tout espoir

*Alors que les pressions humaines sur l'environnement ne cessent de s'aggraver, plus de la moitié du vivant, parmi les vertébrés, a disparu ces quarante der-*

*nières années. Les écosystèmes n'ont jamais été autant en danger*, estime une étude du Fonds mondial pour la nature (WWF), publiée le 27 septembre 2016.

### Mais

Il n'y a pas que les animaux qui meurent : un petit ouvrage collectif, *La Machine est ton seigneur et ton maître* (Agone, 2015), donne au lecteur un tableau terrifiant des conditions de vie et d'exploitation des salariés de la firme taïwanaise Foxconn. Avec plus d'un million d'ouvriers amassés dans de gigantesques usines, pour l'essentiel en Chine continentale, nous replongeons dans les pires heures de la société industrielle naissante en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle (12 heures de travail par jour à répéter les quatre mêmes gestes sur la chaîne de montage), aggravées par les techniques d'isolement radical et de destruction de l'individualité, inventées par le totalitarisme du XX<sup>e</sup> siècle, en l'occurrence maoïste. Le tout saupoudré de quelques niaiseries, tout droit sorties de la Silicon Valley, avec une violence dans le cynisme qui n'a rien à envier au vieux nazisme, qui diffusait des valse viennoises dans les camps d'extermination. Il n'est pas inutile de préciser ce que produisent ces masses de malheureux. Foxconn est le principal sous-traitant des plus grandes firmes d'équipements numériques domestiques : iPhone, PlayStation, tablettes, appareils photos et autres sortent de ses usines. Ce n'est pas pour rien que tout cela est de moins en moins cher. Le virtuel n'est pas virtuel pour tout le monde.

### Écran total

Le collectif Écran total - Résister à la gestion et à l'informatisation de nos vies, s'est réuni fin octobre en région parisienne. La trentaine de participants a discuté, entre autres dossiers, des moyens de faire connaître plus largement la critique qu'ils portent et, notamment, des possibilités de diffusion des textes récemment produits : sa *Plate-forme* (voir *Creuse-Citron* n° 49), *l'Appel de Beauchastel* (page 10 de ce journal), une brochure de témoignages sur le travail aujourd'hui (à paraître).

CÉDRIC



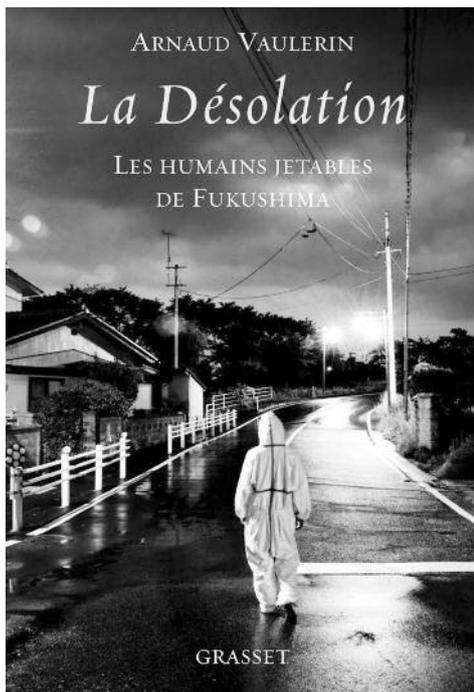
## Les Gitans du nucléaire

ARNAUD VAULERIN est journaliste. Il a séjourné plusieurs fois, au cours d'une période de deux ans, au Japon sur le site de la centrale de Fukushima pour réaliser un état des lieux après les tremblements de terre et tsunami de mars 2011. Le site comporte 6 réacteurs installés sur deux communes éloignées de 15 km.

Des préconisations sécuritaires avaient mis en avant la construction d'un mur de 15 mètres de haut sur le littoral de la centrale pour amoindrir la violence d'un éventuel tsunami, mais Tepco n'est jamais passé à l'acte. Le projet est resté dans ses cartons.

Aujourd'hui, autour de la centrale, ce sont 260 000 m<sup>3</sup> de déchets radioactifs stockés, 700 000 tonnes d'eau contaminée, qu'il faut également stocker depuis 2015. L'eau contaminée se déverse dans l'océan. Le site s'agrandit en grignotant les alentours. C'est un immense chantier : *«Ainsi tubée par une ingénierie fourmillante et méticuleuse, la centrale donne l'impression d'être sous perfusion et placée sous respiration artificielle.»*

Un système de congélation du sous-sol des réacteurs sur 1,5 km est mis en œuvre dans le but de créer une banquise souterraine pour les refroidir, même si cela ne résout pas tous les problèmes comme le reconnaît Tepco. Tous les réacteurs sont en mauvais état et les rafistolages occasionnent des fuites, des incidents.



À l'instar de sa centrale, Tepco est aussi sous assistance : l'État lui a déjà prêté 51 milliards d'euros pour la réalisation des travaux de décontamination et de démantèlement qui devraient s'achever en 2040.

Au fil de ses rencontres avec les ouvriers de la centrale, Arnaud Vaulerin met au jour l'ingérence de l'entreprise Tepco d'un point de vue technique et environnemental avec la dominante de placer l'humain en dernier retranchement. Les expositions aux radiations des travailleurs sont incontrôlables. La dose maximale d'exposition depuis 2007 est de 20 millisieverts par an sur cinq ans, sachant que Hiroshima et Nagasaki ont démontré que les cancers croissent à compter de 100 millisieverts. Au début, certains n'étaient même pas informés des taux bien au-delà de la norme. Les employés, pour des raisons financières, ne respectent pas forcément le temps de repos obligatoire après des expositions répétées, ils falsifient leurs données. Ils travaillent dans des conditions extrêmes sur des lieux fortement irradiés, maximum 3 heures de suite et souvent la nuit. Certains sont morts de crise cardiaque dans des combinaisons où la chaleur peut atteindre 45 °C.

Les conférences de presse orchestrées par l'entreprise servent toujours le même refrain : sécurité, maîtrise de la situation et, en écho, le Premier ministre japonais Shinzo Abe de renchérir *«La situation est sous contrôle»*, en caressant les enjeux des jeux olympiques 2020 prévus à Tokyo.

Mais le son de cloche des intervenants n'est pas le même. En 2012, leur nombre était de 2 000, mais trois ans plus tard il atteint 7 000. Parfois, les ouvriers ont peur de s'entretenir avec le journaliste, dans un pays où le travail est une seconde nature, il est très mal vu de s'étendre sur ses conditions de travail. Les échanges sont parfois très ténus. Les ouvriers qui décident de parler le font loin du regard des autres.

Certains sont venus travailler, kamikazes et fiers de servir leur pays, jusqu'à la mort. D'autres sont là par dépit, sans aucune qualification, ce sont des SDF, des hommes ayant perdu leur travail dans les mines qui ont fermé. Ils sont sous-payés et remplaçables à volonté, «jetables». On les appelle aussi les «Gitans du nucléaire», destinés à

accomplir les emplois 3K soit *kitanai* (sales) *kitsui* (difficiles) et *kiken* (dangereux). Ils abreuvent les arcanes d'une sous-traitance avec à son sommet Tepco et à la base des petites entités parfois créées à la va-vite sans aucune compétence, voire parfois la mafia, qui se servent allègrement sur les primes des ouvriers. Les conditions de travail et de vie sont souvent déplorables.

D'autres étaient là avant le tsunami et restent au chevet de la centrale pour essayer de réparer, ils se sentent responsables de ce qui est arrivé. Un ancien cadre de la centrale, éduqué par Tepco dans un lycée géré par Tepco, aujourd'hui fermé, enfant de Fukushima, a démissionné en 2012 pour créer une association d'aide aux travailleurs pour leur faire parvenir des habits, des couvertures, de la nourriture.

Yukiteru Naka fut un des ingénieurs clé de la centrale, arrivé dans les années 1970 avec la General Electric qui a construit les réacteurs à eau bouillante. Il a créé la société Teco qui intervient en cas de problème. Sceptique devant l'atome, il dit qu'il aurait fermé la centrale il y a vingt ans s'il avait été seul, il a été témoin de nombre de pannes et d'accidents dus à 90 % à des erreurs humaines.

Ceux qui ont voulu dénoncer les malversations dans la construction de la centrale et dans la maintenance ne sont pas pris au sérieux, parfois virés.

La désolation, c'est par définition l'action de vider un lieu. Dans le livre d'Arnaud Vaulerin, la politique du Japon, après ces désastres humains et écologiques, ne cherche pas à changer de modèle, au contraire, l'envie de redémarrer les centrales est son obsession. Genshimura, le village du nucléaire, est là pour ça.

Areva et Mitsubishi Heavy Industries ont fondé ATMEA en 2007. En 2017, ils vont construire une centrale à Sinop dans le nord de la Turquie et peut-être ensuite en Argentine, au Vietnam...

Le slogan officiel des J.O. de Tokyo 2020 est «Découvrir demain».

Qu'allons-nous découvrir demain ? J'ai peur que ce ne soit la simple continuité d'aujourd'hui...

SYLVIE

Arnaud Vaulerin, *La Désolation : Les Humains jetables de Fukushima*, Grasset 2016.



## « Le plus vieux métier du monde... qu'ils disent »

**« Cet essai s'efforce de remettre les pendules à l'heure dans une perspective féministe et libertaire, résolument abolitionniste, en faisant le tour de la question historique, économique, philosophique et politique. »**

L'AUTEURE, Laurence Biberfeld, nous a habitués à une écriture directe, percutante, incisive, avec un engagement féministe et anarchiste. Nous retrouvons ici cette veine de *La Femme du soldat inconnu* dans son dernier ouvrage *Le Plus Vieux Métier du monde... qu'ils disent*. Et cela fait du bien dans ce monde de pensée unique, politiquement incorrect.

Comment «ils» peuvent dire «le plus vieux métier du monde»? «Ils», ce sont des hommes qui s'arrogent le droit de posséder le corps des femmes, d'en user et d'en abuser pour quelques piécettes.

«Elles» et quelques «ils», ceux qui exècrent la domination, pensent que le plus vieux métier serait certainement celui d'accoucheuse, ou bien de cueilleur et cueilleuse sans doute... Pas celui de tarifer une violence sur autrui.

Et quand bien même ce serait le plus vieux métier, en quoi faudrait-il le préserver? L'achat du corps d'autrui pour un laps de temps plus ou moins long n'induit-il pas inexorablement esclavage sexuel, domination, violence? Alors où est le métier? «Sucer des queues, écarter les jambes», «Se faire trouer», est-ce un métier? Non, c'est un travail au sens de *tripalium*, cet engin de torture! Le système prostitutionnel est un avatar des sociétés esclavagistes et promeut continuellement la sexualité de pouvoir.

Plus les sociétés sont inégalitaires, plus elles servent de terreau à la prostitution.

Les profits frisent les 1000 milliards de dollars dans cette société mercantile de type colonial: pillages, marchandisation, viande à jouir, «glamourisation» de l'inégalité la plus sordide, mise à l'étal... «Dans la chaîne alimentaire du pouvoir, la chair de la putain

fournit le ciment de la loyauté du serf envers le seigneur», le seigneur!

Et pourtant la prostitution n'est pas un invariant. Si la réification de l'être humain lui impose de n'être qu'un objet, un jouet, un certain nombre d'auteurs et d'auteures rapportent que des sociétés plus égalitaires existent ou ont existé: chez les Celtes, les Vikings, les Étrusques, par exemple. Si «dans les sociétés patriarcales, le sexe n'est pas d'échange mais de pouvoir», c'est que c'est une construction culturelle qui fait du plaisir une prérogative exclusive des hommes. «Le consumérisme compulsif, associé à la dévalorisation du corps, perçu non comme le siège des émotions et des sensations mais comme un capital échangeable, ouvre une autoroute au système prostitutionnel.»

Laurence Biberfeld casse aussi l'idée que les choix faits par chacun relèvent de la vie privée et de la liberté individuelle, et de cette liberté de vendre ou d'acheter l'usage sexuel d'un corps. L'échange d'argent fait entrer la prostitution dans un domaine non privé, celui du commerce et du travail.

Et, comme le soldat, la putain est obligée d'obéir. Là réside non seulement la responsabilité du proxénète mais aussi celle du client. C'est lui et ses copains qui iront faire mumuse dans les puticlubs discount de La Jonquera en openbar ou dans les bordels d'enfants thaïlandais. Pour les prostituées, les putains ne sont pas des femmes! Et la généralisation de la prostitution et sa banalisation représentent toujours une régression de la situation des femmes: pour toutes les femmes, il faut choisir entre «pas assez pures, pas assez putes».

« La prostitution consiste à échanger du papier contre du vivant, du pouvoir d'achat contre de la chair musclée. »

Quant au chapitre sur le pointeur et la putain, je ne résiste pas à rappeler que pour les pointeurs, leur défoulement sur les

blogs montre que les putains ne sont que des poupées gonflables vivantes, «sois belle et tais-toi, laisse-moi jouir». Pour les personnes prostituées, les témoignages sont très violents: douleurs terribles, vomissements, viols, s'abrutir de drogues, se dissocier, et se barricader dans l'indifférence pour masquer dégoût, haine, mépris. «C'est comme une lobotomie.»

L'auteure rappelle que les personnes prostituées doivent pouvoir être reconnues comme victimes contre ceux et celles qui ne veulent pas qu'elles soient victimisées. En effet, si la victime disparaît, le criminel aussi. Si la victimisation, c'est invalider l'autre en lui supposant une incapacité de décision ou de réflexion, c'est alors le dédouanement des agresseurs, responsables et coupables dans le système prostitué. Dire de quelqu'un.e qu'il ou elle est victime, c'est lui permettre de reconnaître qu'une ou des personnes ont abusé de sa situation de faiblesse sociale pour en tirer profit: c'est l'autre qui est criminel et non pas la victime attaquée, c'est libérer de la charge de culpabilité.

Et quant aux plus vieux patrons du monde, il leur est utile d'utiliser les morales de la soumission, celles des Églises, celles du mercantilisme, pour trouver des appuis hypocrites, y compris celles de l'État, sous ses différentes formes: municipalités, seigneurs, institutions ecclésiastiques, armées, marchands de pornographie, colonialisme...

« Les humains sur cette terre bougent plus souvent pour partir de l'enfer que pour arriver au paradis. Par conséquent, une lutte contre la prostitution ne peut pas faire l'économie d'une lutte directe contre les pratiques mondiales des grandes entreprises, non plus que contre les politiques d'accaparement des ressources des États riches, dont nous sommes. Il semble que parmi les putains les plus précaires, on trouve nombre de Nigérianes et de Camerounaises, pays pétroliers où Boko Haram terrorise et massacre les populations dans l'arrière-pays pendant que les flics et l'armée massés sur le littoral gardent les pipelines et les installations pétrolières d'ExxonMobil, Elf-Totalfina et British Petroleum, pour ne citer qu'eux.

Ainsi finit ce tour d'horizon d'une abolitionniste convaincue.»

Une lecture bien salutaire...

HÉLÈNE HERNANDEZ





## Les oubliées de l'Histoire

*Les femmes sont les oubliées de l'Histoire. Celles qui ont lutté leur vie durant, pour conquérir le droit de penser par elles-mêmes, de peindre, d'écrire ou de choisir leur vie sans tutelle masculine s'effacent bien souvent de l'histoire... écrite par les hommes.*



TOUT LE MÉRITE DU LIVRE d'Hélène Hernandez, *Celles de 14*, est là : faire sortir de l'ombre, le temps d'une lecture, les féministes du début du XX<sup>e</sup> siècle et évoquer le sort de toutes les autres, ouvrières à domicile ou paysannes, dont nos livres d'histoire parlent si peu.

L'idée de cet ouvrage – exposer au grand jour l'histoire et la situation des femmes en 1914 – est venue à l'auteure à l'occasion du centenaire de la Grande Boucherie. Leur quotidien, comme celui des hommes, a été bouleversé, elles ont souffert de privations, de la perte d'un mari ou d'un frère mais se sont aussi engagées contre la guerre et pour défendre leurs droits.

L'auteure s'appuie sur les travaux de sociologues et d'historiennes comme Margaret Maruani, Colette Avrane, Christine Bard, pour nous dessiner le portrait social et politique de ces femmes en marche vers leur émancipation.

*« 1 heure, 2 heures, 3 heures. L'aube balaie les visages... Les jambes fléchis-*

*sent. Le regard fixe, la bouche lourde, le corps appesanti, mes compagnes s'agitent dans le demi-jour blême. C'est l'heure de la grande fatigue... il faut produire car la machine commande et au dehors la misère guette. Lorsque vient enfin l'heure de la délivrance, ce sont des loques que l'usine jette à la rue. »*

Hélène Hernandez choisit cette citation de Marcelle Cappy pour évoquer le travail des femmes au début du siècle et les emplois qu'elles occupent. Marcelle Cappy est une journaliste pacifiste et féministe libertaire, elle a travaillé anonymement dans une usine d'armement pour enquêter sur les conditions de travail des ouvrières qui manipulent jusqu'à 2500 obus de 7 kilos par jour !

Avant 1914, le travail des femmes est souvent invisible ; dans une France majoritairement agricole, elles aident leurs maris aux champs. Beaucoup travaillent à domicile, sont employées de maison, placées dès leur plus jeune âge, souvent dès 11 ans, dans les fermes. Couturières à domicile, elles travaillent 10 à 12 heures par jour pour un salaire de misère, moitié de celui des ouvriers, amenant certaines à s'habiller en hommes pour aller toucher leur salaire.

Une loi en mars 1900 a limité la journée des femmes en ateliers et fabriques à 10 heures par jour, mais rien pour le travail domestique ; ce flou trouve un écho aujourd'hui dans le secteur des services à la personne !

La guerre de 1914 est souvent citée comme un moteur de mise au travail des femmes, mais l'auteure montre que les statistiques démentent cette affirmation : dès la fin de la guerre la pénétration des femmes dans l'activité professionnelle s'effondre, retour à l'ordre et les femmes à la maison.

Les lois de Jules Ferry ne permettent pas aux femmes de bénéficier des mêmes enseignements que les hommes, certaines vont braver les interdits et suivre les cours qui leur permettront de devenir médecins, avocates. En 1914, il y a huit femmes avocates, une centaine de femmes médecins seulement.

*« Mais chaque fois, ce sera un combat, chaque fois le métier acquis sera décrié, brocardé, persiflé, nié, voire interdit et toujours méprisé, chaque fois, il ne sera reconnu qu'à un salaire plus faible. »*

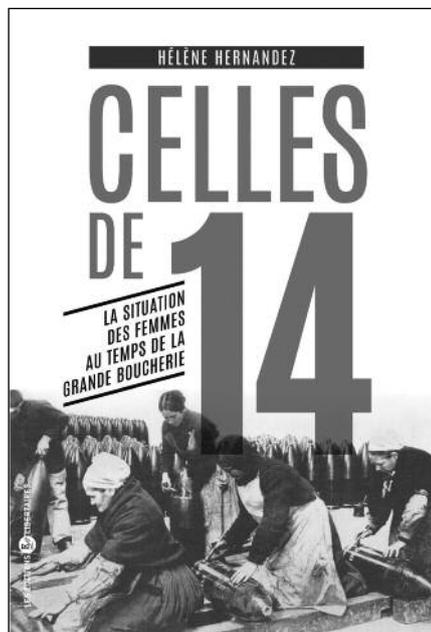
*« La femme est le prolétaire du prolétaire même »* disait Flora Tristan. La loi de 1901 sur les associations va permettre à de nombreuses associations féministes de faire entendre la voix des femmes qui luttent pour leurs droits et leur place dans la société.

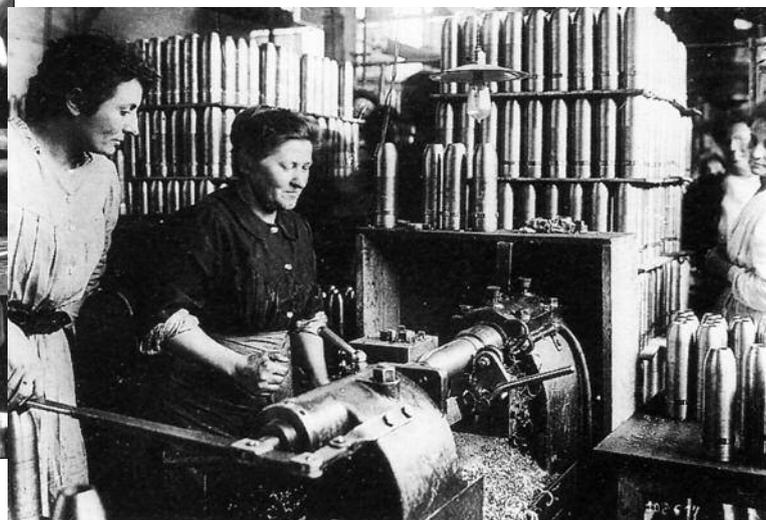
À cette époque, la principale revendication est le droit de vote pour les femmes. Les pionnières en sont les Anglo-Saxonnes qui, bien souvent, n'isolent pas cette revendication d'autres plus sociales et politiques comme la lutte contre l'esclavage.

En 1848, des femmes se réunissent dans l'État de New York et revendiquent droit de vote, droit de propriété, droit d'obtenir le divorce et d'accéder aux mêmes professions que les hommes. Les femmes américaines voteront pour la première fois en 1920, presque trente ans avant les Françaises !

L'auteure cite les nombreuses associations féministes existant en France à l'époque, certaines plus radicales que d'autres, animées par des femmes instruites, souvent autodidactes, journalistes, médecins, avocates.

Une parmi beaucoup d'autres : La ligue nationale pour le vote des femmes, créée en juillet 1914, organise des réunions





publiques afin que les femmes écartées de la vie politique «*puissent constituer une sorte de parlement féminin*». Les discussions sont animées par Madeleine Pelletier, première femme médecin psychiatre, néomalthusienne militante pour le droit à l'avortement et à la contraception. Madeleine Pelletier sera condamnée pour avoir pratiqué des avortements et pour propagande malthusienne.

En août 1914, la guerre est déclenchée, «*la plupart des féministes vont mettre en sourdine leurs revendications. Elles espèrent démontrer leur maturité patriotique et recevoir en récompense les droits politiques en soutenant l'Union sacrée*».

Les entreprises ferment et beaucoup de femmes se retrouvent au chômage ou dans les champs à tenir la charrue à la place des hommes avec à peine de quoi survivre. Dans les zones occupées, des femmes et des jeunes filles sont «*raflées*» par les autorités allemandes pour servir dans les bordels militaires.

À partir de 1915, les femmes quitteront des emplois mal payés pour aller travailler douze à quatorze heures par jour dans les usines d'armement, exposées à des produits toxiques et dangereux sans aucune sécurité.

Certaines résistent envers et contre tout : «*Les féministes radicales ainsi que le mouvement néo-malthusien et les anarchistes prônent la grève des ventres pour ne faire ni chair à canons ni chair à patrons et militent pour refuser la violence.*»

Louise Saumoneau lance un appel à toutes les femmes en mai 1915 :

**« À bas la société capitaliste !  
À bas la guerre !  
À bas le chauvinisme menteur !  
En avant pour la paix ! »**

Elle distribue tracts et brochures ce qui lui vaut sept semaines de prison.

D'autres femmes seront condamnées, radiées de l'enseignement pour propagande défaitiste et traînées en conseil de guerre : Marie Mayoux, Lucie Colliard, Hélène Brion, «*pour avoir émis, sur l'attitude à observer en cas de guerre par le peuple, des idées qui sont la négation même de l'idée de patrie*».

Les hommes sont au front, 39% de la main-d'œuvre est féminine, le coût de la vie a augmenté et les conditions de travail sont terribles pour ces femmes qui meurent souvent d'épuisement. Alors, elles font grève : le 14 mai 1917, les midinettes (couturières qui prennent le repas de midi sur le pouce) déclenchent une grève de quatorze jours pour obtenir le paiement intégral du samedi et une indemnité de vie chère. Elles seront 10 000 couturières grévistes et une loi sera votée instaurant la semaine de cinq jours et demi.

Quand la guerre se termine, «*alors ce sont les femmes qui trinquent avec le retour du bâton. La guerre fortifie la pensée sociale traditionnelle d'avant 14 : la femme est intrinsèquement faible, mère de la race ou alors prostituée, car le juste repos du guerrier l'exige. Les épouses infidèles sont mises au pilori : la sévérité des tribunaux envers la femme adultère va de*

*pair avec leur indulgence pour le soldat convaincu d'assassinat de son épouse coupable... On culpabilise les mères qui travaillent, la maternité serait non seulement le devoir naturel ou l'épanouissement suprême de la femme mais aussi le service actif à la patrie : l'impôt du sang ! ».*

L'après-guerre remet les femmes à leur place, à la pouponnière et à la cuisine !

En 1920, l'Assemblée nationale vote une loi interdisant l'avortement et la contraception ; quant à la propagande malthusienne, elle est sévèrement condamnée en dépit des protestations de la journaliste Séverine qui écrit que «*le gouvernement n'a pas à se permettre d'allonger son nez dans les alcôves et à se mêler de ce qui s'y passe*».

Et l'auteure conclut : «*Non, la Première Guerre mondiale n'a pas libéré les femmes en les recrutant pour l'industrie, industrie d'armement de surcroît ! Mais elle peut apparaître autant comme un arrêt dans un mouvement pacifiste international, que comme un moteur à bas régime pour s'affranchir de la misère, de l'illettrisme, de l'invisibilité afin de s'engager vers l'émancipation économique, sociale et politique.*»

Un combat jamais achevé.

SAGNA

Hélène Hernandez, *Celles de 14 : la situation des femmes au temps de la Grande Boucherie*, Les Éditions libertaires, 2015, 132 p., 11 €.

**Au fabuleux Destin**  
café-spectacle à la p'tite semaine  
6, rue Cerclier, quartier du Petit-Saint-Jean à Aubusson  
du jeudi au samedi de 19 à 22 heures, spectacle à 20 h 30



*Les jeudis en novembre et décembre, le bar est ouvert de 18 à 21 heures : boissons, soupe, pain, fromage, prêt et vente de livres... Profitez-en pour visiter les expositions. Novembre : Dessins de presse et d'ailleurs de Manuel Gracia. Décembre : Tissus de lumière de Marie-Antoinette Trémolières.*

### Novembre

**vendredi 11**, 20h : *Pierre-Paul Danzin*, chansons.  
**samedi 12**, 20h : *Sac à malice*, scène ouverte.  
**mercredi 16**, 15h30 : *Encore raté, ou les petites bévues du Diable*, conte par Daniel Fatous. Pour tout public à partir de 6 ans.  
**jeudi 17**, 18h-21h : le bar est ouvert.  
**vendredi 18**, 20h : *Une saison en enfer*, concert-lecture par la compagnie Voix-ci Voix-là, et Franz Avril au piano.  
**samedi 19**, 20h : *Pang Pung*, concert avec Vincent Couprie, Brice Kartmann et Jean Desaire.  
**jeudi 24**, 18h : Réunion mensuelle des bénévoles.  
**vendredi 25**, 20h : *Debout dans l'exil ! 1939-1945, reconstitution de la CNT clandestine et maquis anarchiste dans le Nord-Ouest Cantal*. Michel di Nocera présente son livre.  
**samedi 26** :  
19h : Vernissage de l'exposition *Tissus de lumière* de Marie-Henriette Trémolières.  
20h : *De l'autre côté du miroir est... DADA*. Performance poésie sonore dadaïste et musique expérimentale par Nadia Lena Blue.

### Décembre

**jeudi 1<sup>er</sup>**, 20h : *10 jours pour signer 2016*, soirée Amnesty international.  
**vendredi 2**, 20h : *Le Club de Jazz*, scène ouverte.  
**samedi 3** :  
10h-13h et 14h30-17h30 : *Atelier couture*.  
20h : *À Brühl-Martin*, chansons et improvisations avec Alain Brühl et Julien Martin.  
**jeudi 8**, 18h-21h : Le bar est ouvert.  
**vendredi 9**, 20h : *Ben, générateur de sons*. Cinéma et improvisations sonores.  
**samedi 10**, 20h : *Héros ordinaires*, chansons de contestation par Séverin Valière.  
**jeudi 15**, 20h : Réunion mensuelle des bénévoles.  
**vendredi 16**, 20h : *Cours avec les loups !* Concert avec Virginie Hentgen et Rémy Auchère.  
**samedi 17**, 20h : *Quasi Quatuor*, concert – bal avec Pierre Juillard (vielle à roue), Baptiste Lherbeil (vielle à roue, tome basse), Robin Mairot (vielle à roue).



## Ateliers et Vie aux Coudercs

### 6 Lascoux 23220 Jouillat

**Mail : ateliersvie-coudercs@orange.fr**  
**Tel : 05 55 51 22 39**

**Vendredi 18 novembre 20h30 : Héros ordinaires.** Chansons de contestation par Séverin Valière  
Entre chansons existantes et compositions, le spectacle est un parcours dans le temps sur des arrangements musicaux où l'énergie est présente y compris sur des « airs mineurs ».

**Vendredi 2, samedi 3 et dimanche 4 décembre** de 14h à 19h : Marché de l'Avent : miel, les délices de Marie, aquarelles, peintures, sculptures, bijoux, cartes, calligraphie, loterie...

**Les mercredis 16 novembre, 30 novembre et 14 décembre** : Ateliers créatifs : ces ateliers d'amateurs se veulent lieux de rencontres, d'échanges artistiques, en partant simplement de l'idée que c'est en échangeant savoir-faire et idées que l'on progresse.  
Peindre, dessiner, pendant qu'un(e) musicien(ne), qu'un(e) lecteur (trice) font partager leur passion, sans avoir peur de s'exprimer librement. Découvrir de nouvelles techniques par l'ouverture à toutes les disciplines artistiques. Si vous êtes intéressé contactez-nous !

## Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi sont de 1,50 € par numéro.

Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

- 4 numéros (1 an) = 6€ (frais d'envoi) + ... (prix libre)
- 8 numéros (2 ans) = 12€ (frais d'envoi) + ... (prix libre)
- 80 numéros (20 ans) = 120€ (frais d'envoi) + ... (prix libre)

Retournez-nous ce coupon en indiquant le nombre de numéros que vous désirez recevoir.

Libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre*.

Adressez-le à Creuse-Citron BP 2 23 000 Sainte-Feyre.



## COMME UNE FLEUR SUR LA SOUPE (CUF)

REPAIRE ASSOCIATIF, PARTICIPATIF, ALTERNATIF,  
SUBVERSIF, POSITIF,...

ACCOMPAGNÉ DE BON PIF !

Le Piotaix 87300 Saint-Junien-les-Combes  
Contact : [facebook.com/commeunefleursurlasoupe](https://www.facebook.com/commeunefleursurlasoupe) ;  
[commeunefleur87300@outlook.fr](mailto:commeunefleur87300@outlook.fr)

Tous les vendredis soirs à partir de 19h.

Au programme de novembre et décembre :

- 11 novembre : projection de film.
- 18 novembre : scène ouverte.
- 25 novembre : et si on constituait une bibliothèque ?
- 2 décembre : discussion autour du *pelou*, monnaie locale.
- 9 décembre : concert lecture.
- 16 décembre : soirée recettes de soupe et cadeaux.
- 31 décembre : nouvel an à la CUF !



### Où trouver Creuse-Citron ?

**Aubusson** : Librairie *La Licorne*, 42, Grande-Rue  
*Au Fabuleux destin café-spectacle*, rue Cerclier  
Épicerie bio *Ethiquête*, 96, Grande-Rue  
*Presse d'Aubusson*, 31, Grande-Rue  
Librairie d'occasion *Au Petit Bonheur*, 4, rue Vaveix  
**Bourganeuf** : *Maison de la presse*  
**Boussac bourg** : *Ferme Chauveix*  
**Bussière-Dunoise** : Bar-coiffeur *Pignaut*  
**Chambon-sur-Voueize** : Bar *Aux deux pianos*  
**Champagnat / St-Domet** : Étang de la Naute  
**Dun le Palestel** : Librairie *Feugère*, 1, rue des Sabots  
**Évaux-les-bains** : Bar-tabac *Le Rallye*  
Cinéma *Alpha*

**Eymoutiers** : Librairie *Passe-Temps*  
Ressourcerie *Le Monde allant vers*  
*Café des enfants*  
**Felletin** : Bar-tabac *Le Troubadour*  
Ressourcerie *Court-circuit*  
**Gargilasse-Dampierre** : *Auberge de la Chaumerette*  
**Guéret** :  
*Coop des champs*, rue de Lavilatte  
*Bar de la Poste*, rue Martinet  
Librairie *Les Belles Images*, rue É.-France  
Librairie *Au fil des pages*, place du Marché  
Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat  
*Solecobois*, 14, av. Fayolle  
**La-Jonchère-St-Maurice** : *Le Radeau actif*  
**La Souterraine** : *Le Panier du coin*

**Limoges** : Librairie *Page et Plume*, pl. de la Motte  
*Undersounds*, 6, rue de Gorre  
Espace *El Doggo*, 22, rue de la Loi  
*CIRA*, rue de la Révolution  
**Montluçon** : Librairie *Le Talon d'Achille*,  
8, pl. Notre-Dame  
**Royère-de-Vassivière** : Bar *L'Atelier*  
**St-Loup** : Restaurant *Le P'tit loup*  
**St-Junien-les-Combes** : Lieu associatif *Comme*  
*une fleur sur la soupe*  
**Sardent** : Épicerie *Vival*  
**Sur le plateau et les marchés** : Épicerie itinérante  
*Le Temps des cerises*

et sur <http://creuse-citron.legtux.org/>

### Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

### Prix Libre

Nous vous proposons Creuse-Citron à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements : voir page 22



Courrier postal : Creuse-Citron  
BP 2 23 000 Sainte-Feyre  
Courriel : [creusecitron@free.fr](mailto:creusecitron@free.fr)

Numéro réalisé avec le logiciel libre  
SCRIBUS ([www.scribus.net](http://www.scribus.net))  
Impression : Espace Copie Plan, Guéret



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.

CREUSE

CITRON

NUMERO

EH LES GORS  
LES ÉTAIS  
ÇA VIENT?

OUIIS ÇA ARRIVE!  
JUSTE APRÈS TON  
MORT AUX  
VACHES....

ET LE MEDEF  
ON LE PENDRA...  
EN ATTENDANT  
A LA NOTRE!

Delva

